



DOSSIER VIRAGE A DROITE



INVITÉ
HENRI DELEERSNIJDER



ECHOS DE PICARDIE

PUBLICATION DE LA RÉGIONALE
DU CAL PICARDIE LAÏQUE
AUTOMNE 2017

INTERVIEW
HENRI BARTHOLOMEEUSEN



EDITO

VINCENT DUFOING,
DIRECTEUR.

04



OÙ VOUS SITUEZ-VOUS ?

BARBARA MOURIN,
DIRECTRICE ADJOINTE.

20



VIRAGE À DROITE

HENRI DELEERSNIJDER,
PROFESSEUR D'HISTOIRE ET ESSAYISTE.

30



ECHOS DE PICARDIE

Été 2017

Régionale Picardie Laïque asbl
44, Rue de la Grande Triperie
7000 Mons

Tél. + 0032 65 70 90 11
communication.picardie@laicite.net
www.picardie-laïque.be

06

LA GAUCHE ET LA DROITE AU CENTRE DE TOUTES LES ATTENTIONS !

VINCENT DUFOING,
DIRECTEUR.



24

INTERVIEW

HENRI BARTHOLOMEEUSEN

BARBARA MOURIN,
DIRECTRICE ADJOINTE.

ABONNEMENT

Pour recevoir gratuitement le magazine, nous vous invitons à communiquer vos coordonnées et adresse mail à Picardie Laïque asbl – Cellule communication 44 Rue de la Grande Triperie 7000 Mons ou par mail à communication.picardie@laicite.net ou par tél + 32 65 70 90 11.

Nous vous garantissons la confidentialité de vos coordonnées. Conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1992 concernant la vie privée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de retrait de données vous concernant.

DROITS DES FEMMES

✂ **AMINA AIJOU,**
DIRECTRICE ADJOINTE.

38

EDITEUR

Editeur responsable :
Daniel Sclavon
Directeur de la rédaction :
Vincent Dufoing
Comité de rédaction :
Barbara Mourin, François De Vooght,
Vincent Dufoing, Stéphane Mansy,
Amina Aijou et Méline André.



A participé à la
rédaction de ce numéro
M. Henri DELEERSNIJDER
que nous remercions.
Merci à Henri Bartholomeeusen
de s'être aimablement
prêté à un interview.



36

DROITISATION DES MÉDIAS

✂ **STEPHANE MANSY,**
COORDINATEUR.

40

AGENDA



PICARDIE
LAÏQUE CAL



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



03

AUTOMNE 2017 / ECHOS DE PICARDIE

Heureusement que Neymar Jr ne se prénomme pas Jean ...



Un des feuilletons de l'été a été le transfert du joueur de football brésilien Neymar Jr du club de football de Barcelone à celui du Paris-Saint-Germain. Il a défrayé la chronique vu le montant inédit et astronomique auquel il correspondait : 222 millions d'euros ! Surtout en ces temps de crise ...

Au-delà de l'indécence qui entache ce transfert, il n'est un secret pour personne que le sport en général et le football en particulier sont gangrenés par l'argent depuis de (trop) longues années. En apparence, l'argent va à l'encontre de l'éthique sportive de la gratuité. Théoriquement, oui. Par contre, force est de constater que le football présente deux caractéristiques propres de notre société : à l'instar d'autres sports, il encourage une culture sportive caractérisée par l'incertitude fondamentale produite par la compétition ainsi qu'une logique identificatoire qui lie une équipe (de club ou nationale) et un territoire, source elle-même de cohésion sociale. D'autant plus que le football est le sport hégémoniquement le plus populaire sur la planète, essentiellement parce que ses règles sont simples.

Le football spectacle n'a fait que suivre l'évolution néolibérale qui favorise à outrance la spéculation financière.

L'argent n'est pas un phénomène nouveau dans le football. Cependant, son sens a changé : il n'est plus mis au service de la gloire ou du plaisir parce qu'il est devenu une activité économique à part entière. Qui dit activité économique dit spéculation, évidemment. Le football spectacle n'a fait que suivre l'évolution néolibérale qui favorise à outrance la spéculation financière. Ainsi, les joueurs côtés sportivement prennent une valeur financière irréaliste. Cela pose plusieurs questions en terme purement sportif. Que reste-t-il de la valeur sportive ? Quel est encore l'intérêt des équipes nationales dans un marché international de clubs ? Que devient la solidarité qui suppose créer une communauté de supporters quand le

football adopte l'image d'une société où les riches veulent rester avec les riches ? De manière générale, est-il encore possible de réguler et de contrôler cette évolution ? Depuis sa création jusqu'aux années '60, l'utilisation de l'argent dans le football correspondait à une conception « artisanale » : l'argent servait à optimiser les succès sportifs, avec l'espoir de retombées symboliques qui pouvaient – déjà – servir les sphères politiques et économiques. Cet équilibre a été maintenu vaillamment jusqu'aux années '80 : le fait que n'importe quel club de football, de quelque niveau que ce soit, soit relié à une fédération garantissait le même esprit à tous les étages. Le paternalisme et le mécénat qui correspondaient à cette époque « artisanale » sont désormais révolus : l'économie liée football s'est professionnalisée. Les clubs disposent de départements juridiques, financiers, marketing, ... Les professionnels ont recours à des agents dans un esprit de management. A qui la faute ? Aux grands groupes internationaux – équipementiers sportifs, médias, multinationales, qui se sont lancés au milieu des années '80 dans un développement du sport en tant que marché économique à part entière.

Ils ont voulu transformé le football - comme plusieurs autres sports - en un spectacle rentable. Pour arriver à leur fin, ils ont dû attirer les (télé)spectateurs en rendant prestigieux certains clubs, d'autant plus s'ils sont situés dans des zones économiquement dévastées. En créant des équipes très fortes quasiment imbattables (sauf entre elles) tout en voulant priver la concurrence de joueurs de qualité. En monnayant au prix fort des droits de retransmission télévisuelle. En modernisant à outrance les stades pour en faire des temples sportifs hyper sécurisés. En attirant d'autres sponsors de prestige. Etc. Etc.

Le résultat est la création d'un quarteron d'équipes de clubs européennes qui monopolise d'années en années les phases finales des compétitions. Et souvent au préjudice du spectacle tant la spéculation est également active sur le terrain ... Cette réalité handicape évidemment les équipes nationales : la présence hégémoniques de joueurs étrangers dans les grandes équipes de club ne sert évidemment pas la qualité des équipes nationales. La seule exception paraît être l'Allemagne qui a pu préserver la qualité de la « Mannschaft » ⁽¹⁾. Quant aux marchandages sur les sommes astronomiques exigées pour les retransmissions télévisuelles, ils n'aboutiront qu'à rendre le football moins populaire puisque bientôt seules les chaînes payantes pourront les acquitter.

Du coup, dans ce contexte, la défaite de clubs prestigieux dans de grandes compétitions s'assimile à une véritable déroute qui impacte non seulement le club mais aussi la région où il se situe ainsi que la sphère politique et économique ... Comme si une bataille était perdue !

La défaite est assimilée à un insuccès inadmissible étant donné les sommes d'argent injectées ! Il suffit de visionner

la campagne médiatique qui a été faite en vue de la qualification des Diables Rouges à la prochaine Coupe du Monde pour s'en convaincre : elle est empreinte, ni plus, ni moins, d'un esprit guerrier ! Et cela est évidemment regrettable.

Le vieux principe de la justice sportive qui est censée s'imposer à tous est menacé : les compétitions de clubs et les compétitions nationales ont tendance à se faire entre pairs fortunés. Ainsi le football n'est plus représenté par l'ensemble des équipes qui y jouent mais uniquement par les clubs et les nations qui évoluent dans la même catégorie, dans un esprit de ségrégation et d'oligarchie sportives. Pourtant les 22 acteurs présents sur le terrain sont toujours appelés des joueurs ... Jusqu'au jour où les (télé)spectateurs se détourneront de ces compétitions prestigieuses ou n'y auront simplement plus accès ... Cela s'appelle « tuer la poule aux œufs d'or », expression peut-être politiquement incorrecte après ces temps troublés de scandale aviaire ...

(1) Comme le veut la sagesse populaire footballistique, « et à la fin c'est l'Allemagne qui gagne ! ».

✍ VINCENT DUFOING,
DIRECTEUR.

DROITE OU GAUCHE, C'EST PAREIL...



La gauche et la droite ... au centre de toutes les attentions !

Un tel homme politique est placé à gauche, un autre parti est situé à droite ... Pour tout qui suit un tant soit peu l'actualité, ces termes de « gauche » et de « droite » sont familiers. Mais d'où viennent-ils ? A quelles évolutions correspondent-ils ? Qu'incarnent-ils ?

ORIGINES DU CLIVAGE

Le clivage gauche/droite est apparu le 28 août 1789, lors d'un vote de l'Assemblée Constituante ⁽¹⁾ dans la salle du Manège des Tuileries consacré au poids à conférer à l'autorité royale face au pouvoir de l'assemblée dans la future Constitution. Les députés débattaient du maintien ou de la disparition du droit de veto du roi Louis XVI face à l'Assemblée. Si ce droit de veto était conservé, le régime français devenait une monarchie restaurée; dans le cas contraire, il s'agissait d'un régime constitutionnel. Le 28 août 1789, les partisans du veto constitués de représentants de l'aristocratie et du clergé se sont regroupés à la droite du président de séance (face à l'assemblée), leurs opposants représentant majoritairement le Tiers État ⁽²⁾ du côté gauche. Etant donné l'orientation géographique, les représentants de l'aristocratie et du clergé étaient situés « du côté de la Reine », les représentants du Tiers Etat « du côté du Palais Royal ». Cette séparation avait été anticipée pour un décompte plus aisé des voix. L'Histoire a retenu que la séance a finalement opté pour une solution intermédiaire, celle du veto suspensif ⁽³⁾.

Cependant, cette répartition ne sous-tendait pas de valeurs particulières, si ce n'est celles liées à l'origine et à la position sociale des représentants dans la société. Les représentants se situant à gauche s'étaient autoproclamés « patriotes », ils traitaient leurs vis-à-vis « d'aristocrates ». Par la suite, cette opposition s'est concrétisée par deux groupes clairement identifiés au sein de l'Assemblée et ayant des revendications différentes tant au niveau des buts que des moyens : les Montagnards, proches du peuple et par voie de conséquence

situés en haut de l'Assemblée (la « montagne ») pour être loin du pouvoir royal et les Girondins en bas de celle-ci pour être proches du pouvoir (la « Plaine »). L'appellation « Girondins » vient simplement du fait que la plupart de ses représentants étaient issu du département de la Gironde. Les figures emblématiques des Montagnards sont passées à la postérité : Robespierre ⁽⁴⁾, Danton ⁽⁵⁾, Saint-Just ⁽⁶⁾ et Marat ⁽⁷⁾. Ils s'appuyaient sur le peuple parisien - les sans-culottes - et étaient toujours prêts à déclencher une émeute. L'une des figures de proue des Girondins dont le nom est arrivé jusqu'à nous est Condorcet ⁽⁸⁾.

Les Girondins sont appelés au pouvoir par Louis XVI en 1792 dans le contexte de guerre avec l'Autriche qui constitue un point commun paradoxal entre ces révolutionnaires et le roi : les premiers espéraient une victoire française qui isolerait le roi des autres monarques européens ; quant à Louis XVI, il appelait de ses vœux une défaite qui restaurerait la monarchie de droit divin. Ces calculs indisposaient la Montagne qui, après la chute de la monarchie intervenue le 10 août de la même année et dont elle a été l'artisan, a fait preuve de la plus grande hostilité face aux Girondins jugés trop timorés. La plupart l'ont payé de leur vie durant le mois de juin 1793. Les Révolutionnaires ont réussi à inverser une situation de guerre mal engagée au départ, ce qui a ouvert plus de deux décennies de conflit avec la coalition européenne dont la fin est intervenue avec la défaite de Napoléon à Waterloo.

(1) « L'Assemblée constituante de 1789 » ou « Assemblée nationale constituante » a été instituée par des députés des Etats Généraux le 17 juin 1789, date retenue comme celle de la naissance du système représentatif français. Les Etats Généraux composés de tous les délégués du pays ont été convoqués à Versailles le 5 mai 1789 par le roi Louis XVI. C'était le dernier moyen qui lui restait pour tenter de sauver le royaume de la faillite et contenir la révolte qui grondait suite à plusieurs années de mauvaises récoltes et au train de vie dispendieux de la Cour. La dette de l'Etat était telle que ses créanciers ne pouvaient plus lui prêter de l'argent.

(2) Sous l'Ancien Régime, le Tiers Etat désignait les représentants de la population française qui n'appartenaient ni à l'aristocratie ni au clergé. Il était majoritairement composé de bourgeois issus des plus grosses villes françaises. De ce fait, il représentait le peuple aux Etats Généraux.

(3) Le veto suspensif permettait de suspendre une loi pendant une période déterminée ou jusqu'à la réalisation d'une condition.

(4) D'origine bourgeoise, Maximilien de Robespierre ou Maximilien Robespierre (1758 - 1794) était un avocat et homme politique français. Il a été chef de file de la Montagne après avoir été le principal animateur du Club des Jacobins. Il est entré à la Convention après la chute de la monarchie où il y a voté la mort du roi. Il est entré au Comité de Salut Public en 1793. Vouloir y réaliser son idéal démocratique, il a instauré un gouvernement populaire fondé sur la vertu et sur la terreur. Il est allé jusqu'à s'instituer « l'Être suprême ». Son jusqu'au-boutisme lui a attiré les foudres des modérés mais également des membres du Comité de Salut Public. Il a été arrêté le 27 juillet 1794 et guillotiné le lendemain.

(5) Georges Jacques Danton (1759 - 1794) était un avocat et un homme politique français qui a été en charge en 1792 du Ministère de la Justice. Il était un orateur de renom. Son tempérament de jouisseur l'opposait en tous points à Robespierre. Pragmatique, il a entamé en 1792 des négociations secrètes avec les monarches coalisés contre la Révolution afin de tenter de sauver cette dernière. Jugé sans scrupule, vénal et traître par Robespierre, il a été guillotiné le 5 avril 1794.

(6) Louis Antoine Léon de Saint-Just (1767- 1794) a été le plus jeune des élus à la Convention Nationale. Il a été un soutien indéfectible de Robespierre qui l'a emporté dans sa chute. Il a été guillotiné en 1794. Il a fait voter la confiscation des biens des ennemis de la République au profit des patriotes pauvres et il a été l'un des inspirateurs de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793.

(7) Jean-Paul Marat (1743 - 1793) était un médecin, physicien, journaliste et homme politique français. Il a été député montagnard à la Convention. Il a été assassiné en 1793 par Charlotte Corday, ce qui lui a conféré le statut de martyr de la Révolution.

(8) Marie Jean Antoine Nicolas de Caritat, Marquis de Condorcet (1743 - 1794), était un philosophe, économiste, mathématicien et homme politique français. Il est célèbre pour ses travaux pionniers sur la statistique, les probabilités et l'éducation. Il a siégé parmi les Girondins et, à ce titre, a proposé des réformes du système éducatif et du droit pénal. La Convention Nationale a ordonné son arrestation en 1793. Il a été retrouvé mort en prison en 1794.

Les Jacobins ⁽⁹⁾ ont pris la succession des Girondins après la Terreur. Ils ont imposé à la France leur vision d'étatisation et de centralisation qui a perduré jusqu'à nos jours (l'organisation du territoire en départements dépendant du pouvoir central par exemple) alors que les Girondins étaient libéraux et favorables à la fédéralisation. Les Jacobins envisageaient une République idéale et rigide imposant au peuple une structure et un gouvernement fort. Par contre, les Girondins étaient plus dans la nuance et refusaient de choisir entre l'égalité et la liberté. Jacobins et Girondins ne relevaient donc ni de la gauche ni de la droite (bien que les Jacobins faisaient partie initialement des Montagnards) mais avaient des visions différentes de l'organisation de l'Etat. Il s'agissait plutôt d'un autre clivage : étatsisme/libéralisme. Le jacobinisme n'a absolument pas disparu de la vie politique française : pour preuve le caractère jacobin de l'organisation de l'Etat français qu'affirme particulièrement le Président « Jupitérien » de la République Emmanuel Macron.



Le clivage gauche/droite s'est accentué durant la Restauration qui est intervenue à deux reprises : entre la première abdication de Napoléon Bonaparte le 6 avril 1814 jusqu'à son retour en mars 1815 et entre la chute du Premier Empire jusqu'à la révolution du 29 juillet 1830. Elle a été marquée par le retour à la souveraineté des Bourbon (successivement Louis XVIII et Charles X) exercée dans le cadre de la monarchie constitutionnelle. Pendant ces deux périodes, la droite a été incarnée par les ultraroyalistes, par nature contre-révolutionnaires, et la gauche par les libéraux héritiers de la Révolution Française et du Premier Empire. Ces derniers étaient favorables aux libertés individuelles, au libre-échange et à une monarchie constitutionnelle. Le seul point commun entre la gauche et la droite était

leur royalisme constitutionnel. Entre ces deux extrêmes existait cependant un centre modéré incarné par les Constitutionnels ⁽¹⁰⁾ et les Indépendants ⁽¹¹⁾.

La Grande-Bretagne a connu elle-aussi une opposition originelle entre libéraux et conservateurs (Whig/Tory) qui a été supplantée par une opposition gauche/droite conduisant à l'affaiblissement du parti libéral et à la montée du parti travailliste.

Aux États-Unis, la bipolarisation originelle oppose toujours Démocrates et Républicains depuis le débat sur le fédéralisme, ce qui ne s'assimile pas à proprement parler à un clivage gauche/droite : défense des droits des citoyens autonomes et des communautés minoritaires du côté démocrate et défense des valeurs fédératives dominantes de l'autre. Ce qui n'était pas le cas au début car la plupart des doctrines des deux partis se sont interverties au cours du XXe siècle. Ainsi les Républicains se sont repliés de nos jours sur un électorat traditionnel et rural à majorité protestante et défendent la souveraineté des États fédérés, alors qu'ils étaient à l'origine les plus grands partisans du fédéralisme et s'appuyaient sur un électorat essentiellement urbain. Le parti démocrate n'a pris une position de gauche que dans le courant du XXe siècle sous l'influence de courants idéologiques européens, ce qui a eu pour conséquence un divorce en son sein entre les ailes progressiste et conservatrice (essentiellement sudiste). En théorie, vu d'Europe, les Républicains, conservateurs, apparaissent être de droite et les Démocrates, progressistes, de gauche. Dans les faits, les Républicains se situent bien à droite mais les Démocrates sont au centre de l'échiquier politique américain, bien que certains de leurs membres adhèrent à des valeurs de droite et d'autres à des valeurs gauchisantes.

La France est donc bien la mère du clivage gauche/droite via l'héritage de la Révolution française

La France est donc bien la mère du clivage gauche/droite via l'héritage de la Révolution française et l'a essaimé dans d'autres parties du monde.

⁽⁹⁾ Le jacobinisme est une doctrine politique qui défend la souveraineté populaire et l'indivisibilité de la République française. Il tient son nom de l'ancien couvent des Jacobins à Paris où les membres du Club des Jacobins se réunissaient pendant la Révolution française. Cette droite s'est appuyée la bourgeoisie montante et défendait les principes de liberté et d'égalité des droits.

⁽¹⁰⁾ Les constitutionnels ou conservateurs libéraux étaient des bourgeois riches et instruits, juristes, hauts fonctionnaires de l'Empire, universitaires. Ils craignaient autant le triomphe de l'aristocratie que celui de la démocratie.

⁽¹¹⁾ Les indépendants incarnaient la petite bourgeoisie : médecins et avocats, commerçants, hommes de loi et, dans les bourgs des campagnes, acquéreurs de biens nationaux.

LA VRAIE NAISSANCE DE LA GAUCHE ET DE LA DROITE

Il faut attendre la fin du XIX^e siècle en France pour que le clivage gauche/droite s'appuie réellement sur des valeurs inhérentes à chacune d'entre elles. L'affaire Dreyfus ⁽¹²⁾ a permis ce repositionnement : pour la gauche, la défense des valeurs de liberté, de justice, de progrès social et de laïcité ; pour la droite, la mise en avant de l'ordre, de la hiérarchie, de la nation, de la tradition, de la religion, de l'armée et de la famille. Il s'agit en fait d'un opportunisme politique. D'un côté, les républicains radicaux ⁽¹³⁾ et les socialistes jaurésiens ⁽¹⁴⁾, « dreyfusards », ont voulu faire diversion par rapport à leur récente implication dans le scandale du Canal de Panama ⁽¹⁵⁾ ; ils y ont également vu une manière de remettre en cause la politique d'apaisement entre l'Église et la République promue par les conservateurs et également de s'attaquer à l'institution militaire jugée réactionnaire et dangereuse. De l'autre, les monarchistes et les républicains conservateurs et cléricaux, antidreyfusards, ont vu l'occasion de prendre leur revanche sur les modérés jugés trop proches des milieux juifs, protestants ou maçonniques. Estimant que Dreyfus était coupable, ils ont soutenu la primauté de la raison d'état et de l'armée et la nécessité de conditions morales « saines ». Il faut cependant noter que l'affaire Dreyfus aura plus d'impact au niveau de l'opinion et dans la presse partisane qu'au niveau du monde politique en tant que tel. L'aile guesdiste socialiste ⁽¹⁶⁾ s'est même détournée de l'affaire, estimant qu'elle ne concernait que le milieu bourgeois militariste. Seuls les anarchistes s'en sont emparés rapidement.

(12) L'affaire Dreyfus est un conflit social et politique majeur de la Troisième République axé sur l'accusation de trahison faite au capitaine Alfred Dreyfus (pour avoir prétendument livré des documents secrets français à l'Empire allemand) qui a finalement été innocenté. De 1894 à 1906, elle a divisé profondément et durablement deux camps opposés : les « dreyfusards » partisans de l'innocence de Dreyfus et les « antidreyfusards » partisans de sa culpabilité. Cette condamnation est intervenue dans un climat social et politique malsain empreint d'antisémitisme et de haine de l'Empire allemand. L'affaire a pris une ampleur exceptionnelle le 13 janvier 1898 avec la publication par Émile Zola dans le journal « L'Aurore » du pamphlet « J'accuse...! », lettre ouverte au Président de la République française Félix Faure.

(13) Certains républicains se sont radicalisés par rapport aux « modérés » jugés trop opportunistes. L'affaire Dreyfus a renforcé ce bloc radical qui a attiré à lui les modérés ainsi que les socialistes pour former le « bloc des gauches » qui allait gouverner le pays.

(14) Jean Jaurès (1859 – 1914) estimait que socialisme et Etat n'étaient pas antagonistes. Il s'est départi ainsi du socialisme révolutionnaire incarné par Jules Guesde (1845 – 1922). Il considérait que c'est à l'Etat de mener la transformation sociale voulue par le socialisme. Protection sociale, impôts sur le revenu ou sur le capital, système de retraites, services publics étaient considérés par Jaurès comme des outils nécessaires pour franchir l'obstacle du capitalisme et prendre le chemin vers une société nouvelle.

(15) Le scandale de Panama a été une affaire de corruption liée au percement du canal de Panama qui a éclaboussé plusieurs hommes politiques et industriels français durant la Troisième République et qui a ruiné des centaines de milliers d'épargnants. Une partie de l'argent récolté par souscription pour faire face à l'augmentation du prix du chantier a été utilisé pour souder des journalistes et obtenir illégalement le soutien de personnalités politiques.

(16) Le guesdisme tire son nom du leader socialiste Jules Guesde (1845-1922). Sa doctrine était majoritaire à la création de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) en 1905. Après le Congrès de Tours de 1920 qui a consacré la séparation entre la SFIO socialiste et la Section française de l'Internationale communiste (SFIC), le guesdisme est resté la ligne officielle de la SFIO jusqu'au Front Populaire de 1936 et officiellement jusqu'à la seconde guerre mondiale. Le guesdisme se caractérisait, entre autres, par le refus du socialisme réformiste et de la participation aux gouvernements bourgeois (y compris radicaux-socialistes) et par la préparation méthodique de la révolution par la lutte des classes.

(17) Dale K. Van Kley (1941 -) est professeur d'histoire émérite à la Ohio State University. Son ouvrage le plus connu est « The Religious Origins of the French Revolution: From Calvin to the Civil Constitution, 1560-1791 ». New Haven, Yale University Press, 1996.

(18) La Ligue catholique ou la « Sainte Ligue » ou la « Sainte Union » est le nom donné pendant les guerres de religion à un parti de catholiques qui avait pour but la défense de la religion catholique contre le protestantisme. Son succès a été tel qu'elle est devenue un danger pour la monarchie. En 1588, elle est parvenue à chasser le roi Henri III de la Capitale. La Ligue a décliné petit à petit devant les victoires du roi Henri IV.

(19) Le jansénisme est une doctrine théologique qui est devenue un mouvement religieux, politique et philosophique. Elle s'est développée aux XVII^e et XVIII^e siècles, essentiellement en France, en réaction à certaines dérives de l'Église catholique et à l'absolutisme royal. Les jansénistes se sont distingués par leur rigorisme spirituel et leur hostilité envers les jésuites et le pouvoir trop puissant du Saint-Siège.

(20) La bulle « Unigenitus » a été proclamée par le pape Clément XI pour dénoncer le jansénisme. Elle considérait comme fausses et hérétiques les cent et une propositions extraites des « Réflexions morales » du théologien janséniste Pasquier Quesnel (1634-1719) parues en 1692.

DES ORIGINES PROBABLEMENT PLUS ANCIENNES

Selon certains auteurs, comme l'historien Dale van Kley ⁽¹⁷⁾, les origines de la droite et de la gauche seraient beaucoup plus lointaines que leur formalisation au moment de la Révolution. La droite remonterait vers 1630 à la fondation de la société secrète catholique dite « parti dévot » dissoute en 1666 par Louis XIV, voire à la ligue ultra-catholique et gallicane des guerres de religions du XVI^e siècle. À l'inverse, le jansénisme et le calvinisme auraient été le terreau de la gauche.

Au XVI^e siècle déjà, les protestants et les Ligueurs ⁽¹⁸⁾ désacralisaient la monarchie de manières différentes : les catholiques ligueurs vivaient une soif d'immanence divine ; à ce titre, ils voulaient que le roi revête un statut de saint alors qu'ils considéraient les monarques Henri III et Henri IV comme des pécheurs. Quant aux calvinistes, ils étaient depuis leur origine engagés dans un processus de désenchantement du monde par rapport à la royauté sacrée. Face à ces ennemis convergents, Henri IV a décidé de renforcer la royauté en la rendant absolutiste. Ce faisant, il a abdiqué la relative neutralité du roi, notamment par rapport aux conflits religieux. Ainsi, il a été l'artisan de l'Edit de Nantes de 1598 qui a conféré une liberté de pratique aux protestants et a mis fin aux guerres de religion. Ce dernier a été révoqué en 1685 par Louis XIV, ce qui a replongé les protestants dans « l'hérésie ».

Les jansénistes ⁽¹⁹⁾ du XVIII^e siècle, quant à eux, se réclamaient du vrai catholicisme mais, sur le plan politique, ils occupaient la place laissée vide par les protestants ostracisés par le pouvoir. S'inspirant de la doctrine anglicane, ils souhaitaient constitutionnaliser la monarchie et relativisaient la hiérarchie catholique. Etant également persécutés par le pouvoir royal, ils sont devenus des combattants de l'arbitraire et du despotisme. La bulle « Unigenitus » ⁽²⁰⁾ proclamée par le Pape en 1730 a mis l'Église et l'Etat sur le même pied. Elle a ligué contre elle à la fois des parlementaires, des avocats et des ecclésiastiques. Les jansénistes ont ainsi repris la contestation menée en son temps par la Ligue catholique. Par un début de déchristianisation, l'ensemble de ces controverses entre le pouvoir royal et la religion a contribué à l'émergence de l'idéologie révolutionnaire.



PHOTO: TOURISME ALSACE.COM



LE CLIVAGE GAUCHE/DROITE ANCRÉ DANS LA RÉALITÉ

Le caractère binaire du clivage gauche/droite a le mérite de simplifier les oppositions car l'univers politique est, par nature, compliqué dans sa diversité. Le caractère universel qu'a pris cette bipolarité correspond à la tendance historique à diviser les tendances en au moins deux catégories : vivre avec le monde tel qu'il est dans sa réalité ou au contraire vouloir le transformer, agir sur cette réalité. Le clivage gauche/droite correspond à cette dualité : le conservatisme à droite et le progressisme à gauche. Par ailleurs, chacun des deux camps a pu se rejoindre sur certains points : la colonisation par exemple a eu à un moment les faveurs de la gauche et de la droite, les deux estimant qu'elle apportait la civilisation au reste du monde ... Certaines tendances se sont inversées : le pro-européanisme n'était pas l'apanage de la gauche avant la première élection de François Mitterrand au poste de Président de la République Française.

DES VALEURS DIFFÉRENTES MAIS ÉGALEMENT COMPLÉMENTAIRES

Les valeurs de droite sont traditionnelles : le mérite, l'ordre, le travail, la sécurité, la tradition et la loyauté. Le mot renvoyait initialement à la droiture et à la dextérité. Actuellement, elle partage avec la gauche des valeurs communes telles que la liberté, la justice, la nation et la tolérance. La droite rejette les réformes brusques. Dans la dualité égalité/liberté, elle a tendance à privilégier la liberté, d'où son implication dans le libéralisme économique. Aspirant à l'ordre social, elle considère que la société est l'addition de chaque individu qui la compose. A ce titre, elle est attachée au prestige du pays.

Les valeurs auxquelles la gauche est attachée sont différentes : l'égalité, la solidarité, la tolérance, le changement et l'insoumission. Elle défend la liberté contre l'arbitraire des pouvoirs et pour la sécurité des personnes et l'égalité contre les privilèges de la naissance et de la richesse. Dans la suite de la Révolution, pour ses détracteurs, la gauche renvoyait symboliquement au détour, à l'instabilité et à l'erreur.

Les mots « gauche » et « droite » ont été également symboliques : le clivage gauche/droite a nivelé la division hiérarchique « haut-bas » qui prévalait aux temps des Montagnards et des Girondins.

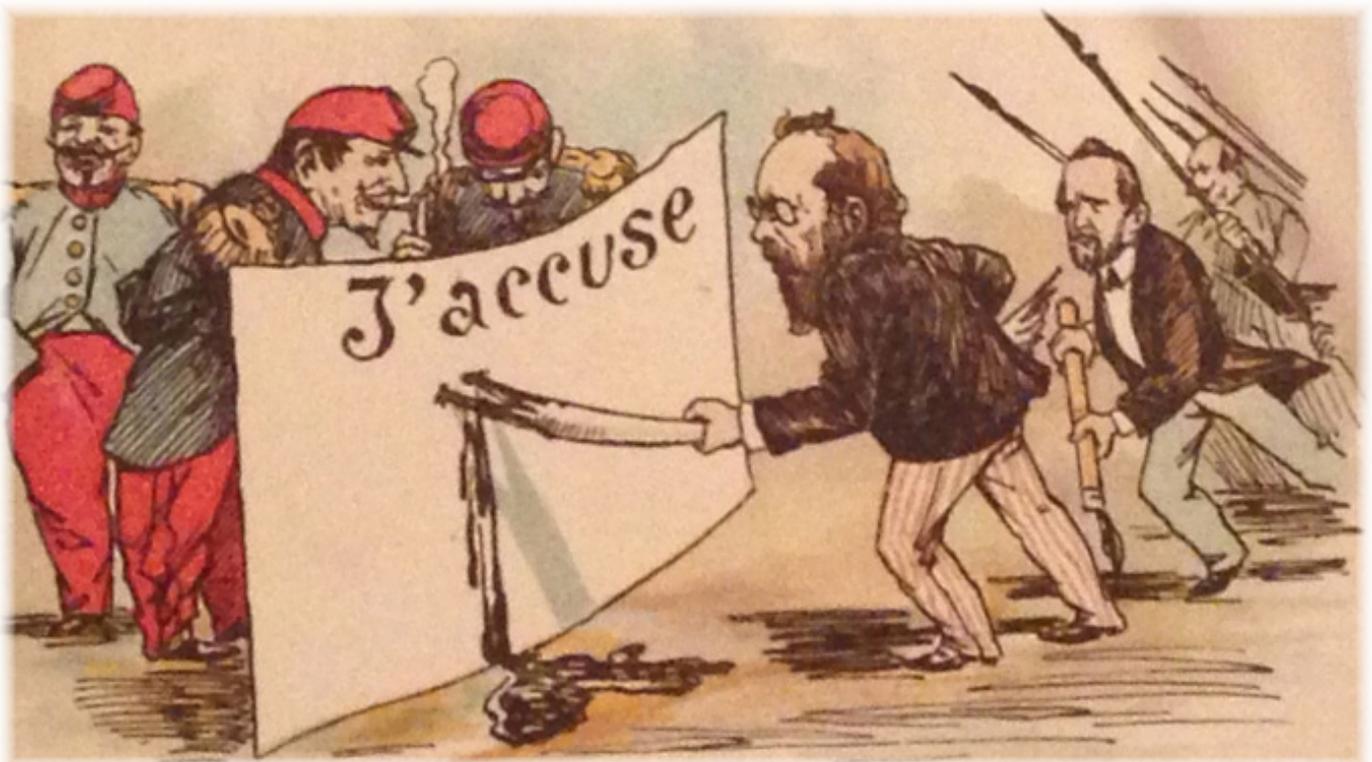


GAUCHE/DROITE.
GÈNESE D'UN
CLIVAGE POLITIQUE

Jacques LE BOHEC
Christophe LE DIGOL

Étudier le clivage gauche-droite n'est pas chose aisée tant il a été érigé en horizon indépassable de la politique. De la Révolution française à nos jours, il aurait traversé l'histoire presque inchangé, jusqu'à devenir la clé de compréhension de la politique. Et de la France aux grandes démocraties de la planète, il aurait traversé nos frontières pour devenir quasi universel.

Edition : Puf



PHOTO@HISTORY.COM



HISTOIRE DE LA GAUCHE

Historiquement, comme l'a défini Raymond Aron ⁽²¹⁾, la gauche est animée par trois idées différentes: la liberté contre l'arbitraire des pouvoirs et pour la sécurité des personnes ; l'organisation afin de substituer un ordre rationnel à la spontanéité de la tradition ou à l'anarchie des initiatives individuelles ; l'égalité contre les privilèges de la naissance et de la richesse. Le terme « gauche » chapeaute au fil des décennies la gauche, le centre gauche et l'extrême gauche, ce qui explique qu'à l'origine on parlait de « gauches ». Etant donné que leur leitmotiv est la quête d'une plus grande justice sociale et d'une réduction des inégalités, l'identité des gauches se confond assez rapidement avec le courant de pensée dit « socialisme ». Le terme apparaît dans les années 1820 dans le contexte de la révolution industrielle et du phénomène d'urbanisation qui l'accompagne. Ce courant de pensée s'est rapidement développé en réaction aux conditions de vie très difficile de la classe ouvrière.

En Allemagne, afin de diffuser les idées de la Ligue des Communistes, Karl Marx et Friedrich Engels ont rédigé au début de 1848 le Manifeste du Parti Communiste. L'appellation « communiste » correspondait aux courants les plus radicaux du socialisme. C'est également à la même époque que le socialisme a fait réellement son apparition au premier plan de la scène politique dans divers pays d'Europe continentale à la faveur de différents théoriciens et militants qui profitaient des bouleversements politiques pour faire mieux connaître leurs théories au grand public via, entre autres, certains mouvements révolutionnaires. C'est déjà à cette même époque qu'est apparu le terme social-démocrate, qui désignait alors ceux qui associaient dans leurs revendications le suffrage universel et la justice sociale.

Au Royaume-Uni, qui a été un précurseur de l'industrialisation européenne, le terme « socialisme » a été à l'origine associé au courant oweniste, du nom de l'écrivain et chef d'entreprise Robert Owen qui souhaitait

concevoir un modèle de société égalitaire destiné à améliorer le sort des travailleurs. Son corollaire français a été le saint-simonisme, doctrine inspirée des idées du Comte de Saint-Simon ⁽²²⁾.

Après la rupture entre communistes et socialistes consécutive à la Révolution d'Octobre 1917 en Russie, une partie du socialisme européen a continué à préconiser une forme de dictature du prolétariat, mais en s'opposant nettement aux conceptions et aux pratiques léninistes. La social-démocratie scandinave, quant-à-elle, s'est éloignée progressivement de toute velléité révolutionnaire pour s'orienter vers une approche réformiste et s'est identifiée à une vision pacifique et égalitaire de la société.

En France, en 1901, deux mouvements socialistes s'opposaient au sein de cinq tendances qui se sont cristallisées autour de ce binôme : une aile révolutionnaire incarnée entre autres par Jules Guesde et une aile réformiste incarnée par Jean Jaurès. Cette dissension a donné naissance à deux partis : d'une part, le Parti Socialiste de France créé en 1901 et dirigé par Jules Guesde qui réunissait le parti socialiste révolutionnaire (PSR), le Parti Ouvrier Français (POF) et quelques fédérations autonomes et, d'autre part, le Parti Socialiste Français créé en 1902 qui regroupait la plus grande partie des socialistes indépendants et qui était dirigé par Jean Jaurès. L'ironie de l'histoire veut que, après que le pacifiste Jean Jaurès ait été assassiné à la veille du déclenchement de la première guerre mondiale, ce soit le révolutionnaire Jules Guesde qui ait été un des membres de l'Union Sacrée !

L'opposition entre communistes et socialistes a été très vive durant les années 1930 : les premiers préconisaient la lutte des classes alors que les seconds temporaient au niveau de la lutte sociale. Le combat entre les deux familles de la gauche a laissé le champ libre à la montée du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne. Ce danger a poussé les communistes à créer avec les socialistes en 1934 une alliance antifasciste qui privilégiait la logique du front populaire sur celle de la lutte des classes. Cette alliance a permis au Front Populaire français de remporter les élections législatives de 1936 et, par voie de conséquence, d'imposer la semaine des 40 heures et les congés payés. En Espagne également, le Front Populaire a gagné les élections présidentielles de 1936, permettant à Manuel Azana d'être Président de la République jusqu'en 1939. Son émergence sur l'échiquier politique ibérique a cependant provoqué la guerre civile qui a

(21) Raymond Aron (1905 - 1983) était un philosophe, sociologue, politologue, historien et journaliste français.

(22) Pour l'histoire de l'utopie, voir l'article « Utopie toute une histoire » Vincent Dufoing dans le numéro d'été 2017 de « Echos de Picardie ».

opposé pendant 4 ans les républicains aux nationalistes de droite et d'extrême droite. Ces derniers ont malheureusement gagné ce conflit sanglant, ce qui a porté le dictateur Franco au pouvoir jusqu'en 1975.

Dans la deuxième partie du XXe siècle, les partis socialistes européens se sont éloignés presque tous et de différentes manières des conceptions marxistes : ils ont arrêté de revendiquer la suppression de l'économie de marché pour prôner une réforme de l'intérieur de la démocratie libérale. C'est la raison pour laquelle le socialisme est principalement associé de nos jours à une approche réformiste des problèmes sociaux. D'ailleurs le concept de «social-démocratie» a tendance à remplacer celui de socialisme. Lionel Jospin, ancien Premier Ministre français, a défini en 1999 la social-démocratie comme « une façon de réguler la société et de mettre l'économie de marché au service des hommes »⁽²³⁾.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, en France, le pouvoir était réparti entre les modérés, les communistes et les socialistes. Cependant ce tripartisme s'est fracassé contre le début de la Guerre Froide

Une façon de réguler la société et de mettre l'économie de marché au service des hommes.⁽²³⁾

Lionel JOSPIN

qui a eu pour conséquence l'éviction du PCF du pouvoir. Le contexte français et mondial a permis aux gaullistes de l'UPR de devenir une force majeure. Lorsque de Gaulle a pris le pouvoir en 1958, les socialistes étaient énormément affaiblis. De cette date à 1995, le socialisme français a été incarné par un seul homme : François Mitterrand. Son travail d'unir la gauche a débouché sur son élection à la présidence de la République en 1981 et ensuite en 1988. A son départ en 1995, le PS était divisé. L'histoire très récente a démontré les conséquences de cette division : la débâcle du PS aux élections présidentielle et législative et le « triomphe » d'Emmanuel Macron et de son mouvement « La République en Marche » qui ne se situe « ni à gauche ni à droite ».

(23) Lionel Jospin, « Ma Social-démocratie », reproduit dans « Libération », 19 novembre 1999.





LA GAUCHE EN BELGIQUE

Le Parti socialiste belge (PSB) a eu pour ancêtre de 1885 à 1940 le Parti Ouvrier Belge. Devenu Parti Socialiste Belge en 1945, il s'est scindé en deux ailes linguistiques en 1978 pour prendre par la suite les appellations PS et SP.

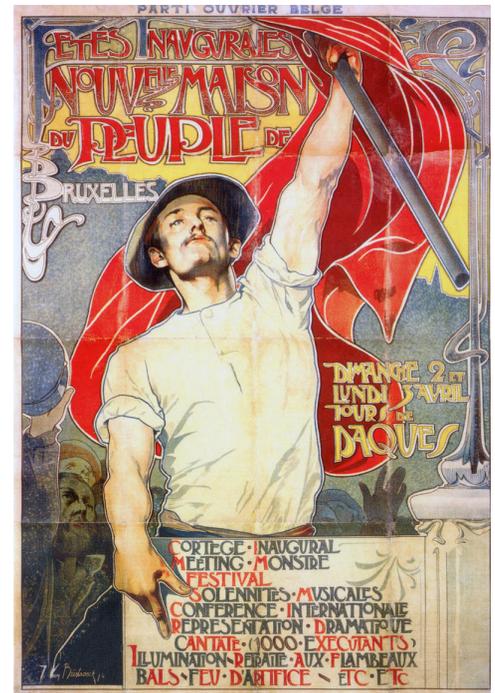
La création en 1885 du POB répondait à un lent regroupement de plus d'une centaine d'associations ouvrières et démocratiques. Avant cette date, le mouvement ouvrier a connu plusieurs phases déterminantes : dans les années 1840 le travail de précurseurs auquel Karl Marx a participé ; en 1848 la contamination de l'effervescence révolutionnaire française ; à la fin des années 1850 la création des premiers syndicats ouvriers et en 1864 la création à Londres de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), nom officiel de la Première Internationale.

En 1894, le congrès annuel du POB a adopté à Quaregnon une charte qui définissait les valeurs du mouvement socialiste belge : défense de tous les opprimés, quelles que soient leur nationalité, leur sexe, leur religion ou leurs races. À la fin de juillet 1914, le parti a reçu à Bruxelles dans un meeting des représentants de plusieurs partis socialistes afin d'empêcher la guerre d'éclater. Cet espoir louable a échoué suite au vote des crédits de guerre par les socialistes français et allemands. Une rencontre officieuse entre plusieurs représentants socialistes européens a de nouveau été organisée en 1916 à Stockholm, en vain.

Au lendemain de la première guerre mondiale, les socialistes sont entrés en novembre 1918 avec les catholiques et les libéraux dans un gouvernement d'union nationale qui a survécu jusqu'en 1921. Le souvenir douloureux de la guerre et la présence de socialistes dans le gouvernement ont permis d'enregistrer de nombreuses évolutions sociales : liberté syndicale, journée de huit heures, pension

de vieillesse, assurance chômage, etc. 1921 a vu le départ de socialistes belges vers une gauche plus radicale représentée par le Parti Communiste Belge, ce qui a permis la naissance du Parti Communiste de Belgique.

Face aux conséquences de la crise de 1929 et à la politique gouvernementale de droite, le POB est passé à l'offensive en 1933 en se mobilisant sur le projet d'instauration d'un régime d'économie mixte ⁽²⁴⁾. Ce fut chose faite au congrès de Noël 1933 ; le POB a ainsi rompu avec plusieurs fondamentaux du marxisme. Ce plan prévoyait la nationalisation du crédit et de certaines industries afin de rétablir la croissance. Cette politique a fait des émules en France puisque la Confédération Générale du Travail (CGT) et, dans une moindre mesure, la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) ont également adopté des « plans » inspirés de l'initiative belge.



PHOTO@SOLIDAIRE.ORG

En 1935, le POB a partagé le pouvoir avec les libéraux et les catholiques. Il n'est pas parvenu à appliquer le Plan de Travail, ce qui a créé des tensions à l'intérieur du parti. En 1936, dans le contexte de grève générale, le gouvernement a obtenu du patronat la semaine de quarante heures dans certaines industries ainsi que les congés payés. De 1936 à 1940, le parti a participé à plusieurs gouvernements et a soutenu la politique de neutralité et de réarmement du roi Léopold III. En 1940, le POB est dissous par Henri de Man qui a décidé de verser dans une collaboration active avec l'occupant. En 1945, les socialistes entrés dans la Résistance ont obtenu que le mouvement opte pour l'autonomie de ses quatre grandes branches : à partir de cette date le tout

(24) Le projet était basé sur le « Plan du Travail » élaboré par Henri de Man (1885 - 1953).



nouveau Parti Socialiste Belge (PSB) est devenu indépendant de ses branches historiques que représentaient la FGTB, la mutuelle et les coopératives.

Les années 1950 ont été marquées par de grands conflits scolaires entre la gauche et les catholiques. Au tout à l'enseignement libre prôné par les catholiques au pouvoir de 1950 à 1954 a succédé à partir de 1954 le combat des socialistes en faveur de l'enseignement officiel. Afin d'éviter la poursuite de la guerre scolaire ⁽²⁵⁾ dont le pays n'avait nul besoin pendant sa reconstruction, la hache de guerre a été enterrée en 1959 avec la signature du Pacte Scolaire ⁽²⁶⁾.



PHOTO@OPAC.AMSAB.BE

Le réformisme pragmatique des socialistes a largement profité au pays à la fin des années 1950. La guerre froide qui battait son plein a jeté un certain discrédit sur le stalinisme qui est devenu une menace pour l'Occident. Ce climat a décrédibilisé le Parti Communiste Belge ; nombre de ses membres ont ainsi rallié le Parti Socialiste. Les problèmes économiques et sociaux liés

au commencement du déclin de l'industrie wallonne ont jeté un coup d'arrêt au progrès de la société. Le parti et le syndicat socialistes ont dès lors adopté une même stratégie : réaliser des réformes économiques. A l'occasion de la grève générale de l'hiver 1960 contre le projet de « loi unique » du gouvernement chrétien-libéral, les militants wallons ont ajouté à cette effervescence des revendications fédéralistes. Dix ans après la fin de la Question Royale qui a agité le pays de 1945 à 1950, la grève a révélé l'ampleur du problème communautaire et linguistique en Belgique. Etant donné qu'aucun apaisement ne semblait possible, à partir de 1967 les socialistes wallons se sont encore plus orientés vers la revendication fédéraliste. D'autre part, en 1968, une partie des militants flamands bruxellois ont fait sécession pour créer les « Lions rouges » ⁽²⁷⁾. Cette scission a évidemment préfiguré la division définitive du PS et du SP qui est intervenue en 1978. Le fédéralisme et le régionalisme étaient ainsi en marche à la faveur des socialistes. Par ailleurs, la crise économique qui a commencé en 1975, consécutive au premier choc pétrolier, n'a pas permis aux socialistes wallons d'obtenir la régionalisation économique qu'ils réclamaient.



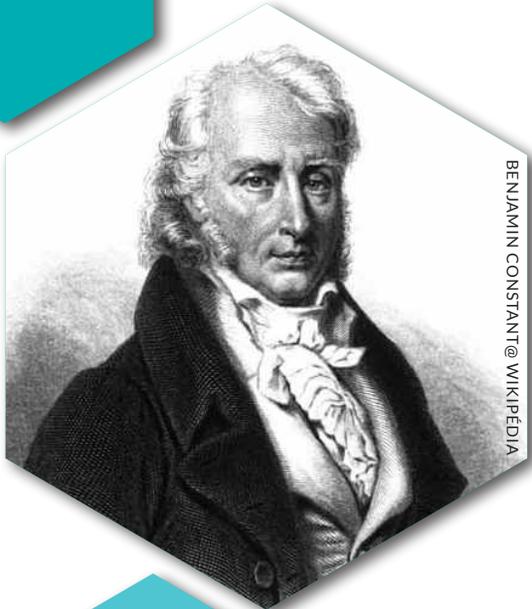
PHOTO@OPAC.AMSAB.BE

En France et en Belgique actuellement, les partis socialistes sont concurrencés, voire devancés, par des formations récentes et contestataires qui bouleversent les équilibres politiques habituels. La situation belge est un peu particulière parce que le PTB est un parti assez ancien, qui a certes évolué récemment, mais qui conserve son sigle historique alors que « La France Insoumise » de Jean-Luc Mélenchon a pris ses distances avec le Parti Communiste Français. Chez nos voisins, le plus inquiétant réside dans le siphonage de l'électorat ouvrier par le Front National qui se situe à l'opposé de l'échiquier politique.

⁽²⁵⁾ La première guerre scolaire a opposé les libéraux aux catholiques de 1879 à 1884. La deuxième a eu lieu de 1950 à 1959.

⁽²⁶⁾ Dans le contexte de la poursuite de la deuxième guerre scolaire, à l'issue du scrutin de 1958, les représentants des principaux partis ont approuvé la création d'une Commission Nationale dont le but était de conclure un armistice valable 12 ans au moins. Cet accord politique a été précédé de longues négociations entre le PSC, le PSB et les Libéraux. Il a été signé le 20 novembre 1958 entre les dirigeants du Parti Social-Chrétien, du Parti Socialiste Belge et du Parti Libéral. Ce grand accord de compromis politique, qui a pris la forme de la loi du 29 mai 1959, a mis un terme à la deuxième guerre scolaire tout en modifiant certaines dispositions de la législation relative à l'enseignement maternel, primaire, secondaire, spécial et supérieur non-universitaire. Le Pacte Scolaire n'a évidemment pas fait disparaître le clivage laïques-catholiques en matière d'enseignement mais a permis de le faire contrôler par les trois grands partis. L'histoire a retenu qu'il a surtout profité à l'enseignement libre qui en a retiré de nombreux avantages.

⁽²⁷⁾ Les « Rode Leeuwen » ont constitué entre 1968 et 1978 une première scission entre socialistes flamands et francophones dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde avant celle définitive en 1978.



BENJAMIN CONSTANT@WIKIPEDIA

HISTOIRE DE LA DROITE

L'affirmation d'appartenance à la droite a longtemps été considérée comme impossible car la seule identité politique claire concernait la gauche. Le seul positionnement que la pseudo-droite pouvait affirmer était l'opposition aux idées de gauche telles que la réforme, le progrès social et le mouvement. A celles-ci, ses détracteurs répondaient par la résistance au progrès sociaux, le conservatisme et la réaction. Cette contestation n'a jamais été monolithique mais bien plurielle et constituée de familles contradictoires et antagonistes. Avec le temps, elle a partiellement abandonné ses positions les plus conservatrices et s'est adapté à la démocratie, au libéralisme et à la modernité.

Ainsi, la droite française a affirmé reposer sur sept piliers qui constituaient un socle doctrinal commun : le rejet viscéral de la gauche, le mérite individuel opposé à l'assistanat, le secteur privé performant opposé au secteur public inefficace, le souhait de baisser la pression fiscale, le conservatisme moral, les frontières et l'ordre.

Les principales familles politiques qui ont constitué la droite française sont la droite contre-révolutionnaire hostile à tout changement, la droite libérale conservatrice, le bonapartisme et le gaullisme (qui ont tous les deux eu également une interprétation de gauche) et le radicalisme républicain qui a une aile alliée au Parti Socialiste et une aile ralliée au centre-droit.

La droite originelle était soit modérée et incarnée par les Girondins, soit contre-

révolutionnaire et traditionaliste. Cette droite contre-révolutionnaire était hostile à la convocation des États généraux, Emigrée durant la Révolution, ultraciste à la Restauration ⁽²⁸⁾, elle est devenue légitimiste à l'avènement de Louis-Philippe en 1830 pendant la Monarchie de Juillet qui a duré jusqu'en 1848. Cette dernière période monarchique française a été taxée de « libérale » car elle a constitué une rupture avec l'absolutisme qui a prévalu pour tous les rois de France précédents. Les contre-révolutionnaires qui ont animé cette période ont perdu toute crédibilité après 1848, si ce n'est pendant le Régime de Vichy durant la seconde guerre mondiale et, plus proche de nous, avec le Front National de Jean-Marie Le Pen. Une école philosophique et religieuse qui rejette la démocratie, les principes et l'héritage de la Révolution française ainsi que la modernité reste ainsi bien vivace en France actuellement, essentiellement dans le cadre de l'intégrisme catholique.



La droite libérale française du XIXe siècle a été dominée par Benjamin Constant ⁽²⁹⁾ et a énoncé un ensemble de libertés : libertés individuelle, d'opinion dans laquelle est comprise la liberté de la presse, jouissance de la propriété et garantie contre tout arbitraire. Elle était favorable à une monarchie parlementaire, où le roi ne règne pas, mais peut s'opposer au pouvoir d'une chambre législative démocratiquement élue. Elle favorisait un système judiciaire indépendant, conformément à la théorie libérale de la séparation des pouvoirs de Montesquieu ⁽³⁰⁾. Un courant plus conservateur était représenté par François Guizot ⁽³¹⁾ qui a tenté de réconcilier le système monarchique traditionnel et la France de la Révolution. Pour ce faire, il a investi particulièrement dans l'éducation des masses populaires. Cette droite modérée s'est opposée à sa gauche à l'extrémisme politique des Jacobins partiellement responsables de la Terreur sous la Révolution et à sa droite aux Ultraroyalistes qui prônaient un retour à la monarchie absolue de l'Ancien Régime.

⁽²⁸⁾ La Restauration est la période comprise entre la première abdication de Napoléon Bonaparte en avril 1814 jusqu'à son retour en mars 1815 et entre la chute du Premier Empire le 18 juin 1815 jusqu'à la révolution des Trois Glorieuses de juillet 1830 (deuxième révolution française après celle de 1789 qui a eu pour origine la dissolution par le roi de la Chambre des Députés). La première Restauration a vu monter sur le trône, dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle, successivement les Bourbon Louis XVIII et Charles X, frères cadets de Louis XVI. La seconde Restauration a été marquée par le règne de Louis-Philippe de la famille des Orléans (branche cadette de la famille des Bourbon) qui a été sacré Roi des Français et non Roi de France comme tous ses prédécesseurs (cette période est aussi appelée « Monarchie de Juillet »).

⁽²⁹⁾ Benjamin Constant de Rebecque (1767-1830) était un romancier, homme politique et intellectuel français.

⁽³⁰⁾ Charles-Louis de Secondat, Baron de La Brède et de Montesquieu (1689-1755) était un penseur politique précurseur de la sociologie, philosophe et écrivain français des Lumières. Avec John Locke, il est un des grands inspirateurs de l'organisation politique et sociale sur lesquels les sociétés modernes et politiquement libérales se sont appuyées. Ses conceptions en matière de séparation des pouvoirs ont contribué à définir le principe des démocraties occidentales.

⁽³¹⁾ François Pierre Guillaume Guizot (1787-1874) était un historien et homme politique français, plusieurs fois ministre sous la Monarchie de Juillet, en particulier des Affaires étrangères de 1840 à 1848. Il est devenu Président du Conseil en 1847 avant d'être renversé par la Révolution de 1848.

⁽³²⁾ Adam Smith (1723-1790) était un philosophe et économiste écossais des Lumières. Il est passé à la postérité comme le père des sciences économiques modernes. Son œuvre principale « La Richesse des nations » publiée en 1776 est un des textes fondateurs du libéralisme économique.

⁽³³⁾ Milton Friedman (1912-2006) était un économiste américain considéré comme l'un des plus influents du XXe siècle. Ardent défenseur du libéralisme, il a été le fondateur de l'École de Chicago, école de pensée économique appartenant à la vision libérale de l'économie favorisant, entre autres, le libre marché.

⁽³⁴⁾ Valéry Giscard d'Estaing (1926 -) est un homme d'État français, Président de la République de 1974 à 1981. Pendant ses nombreux mandats politiques, il a toujours prôné une « société libérale avancée ».

Durant tout le XXe siècle et dans de nombreux pays, la droite libérale a joué un rôle politique de premier plan. Elle s'est appuyée pour l'élaboration de ses politiques économiques sur plusieurs auteurs libéraux, dont le « père de l'économie moderne » Adam Smith ⁽³²⁾. Plus proches de nous dans le temps, l'économiste néo-libéral Milton Friedman ⁽³³⁾ et l'ancien Président Valéry Giscard d'Estaing ⁽³⁴⁾ ont prolongé cette vision politique.

L'histoire de France a retenu une autre forme de droite : la droite bonapartiste fondée par Napoléon Ier qui a instauré un régime d'inspiration monarchique mais reposant sur la souveraineté populaire et non plus le droit divin de l'Ancien Régime, une forme de « despotisme éclairé » en quelque sorte. Ce bonapartisme a été poursuivi, bien qu'aménagé par son neveu Napoléon III, qui a accordé un place plus importante aux problèmes sociaux. Il a trouvé son terreau au XIXème siècle dans les espaces ruraux, l'armée, l'administration et le clergé. Son principe central était l'autorité dans un esprit de rassemblement et d'unité nationale. On peut considérer que le gaullisme en est sa continuation contemporaine.

Le boulangisme a marqué la fin du XIXème siècle. Du nom du Général Georges Boulanger ⁽³⁵⁾, il a entretenu l'espoir de 1889 à 1891 de la revanche contre l'Allemagne ainsi que d'une nouvelle politique sociale. D'abord ancré à gauche pour ses idées sociales, le boulangisme a paradoxalement attiré aussi la droite républicaine désireuse d'instituer définitivement la République et la droite monarchiste désireuse de la renverser ! C'est ainsi que le boulangisme a eu le soutien de la gauche, de l'extrême-gauche, des républicains radicaux, des bonapartistes et des monarchistes ! Ce « tour de force » politique a été la première forme de populisme que la France ait connu.

Dans l'entre-deux guerres, une personnalité de droite a marqué l'époque de son empreinte : Charles Maurras ⁽³⁶⁾. Il a été le fer de lance du mouvement « Action française » qui prônait une monarchie héréditaire, antiparlementaire et décentralisée, mais également un antisémitisme d'État. Il a d'ailleurs été un antidreyfusard notable. Durant la seconde guerre mondiale, il a apporté son soutien à Pétain mais beaucoup moins au régime de Vichy qui se disait pourtant inspiré par les thèses de « L'Action française ».

Les années '50 ont été marquées en France par le poujadisme, du nom du populiste Pierre Poujade ⁽³⁷⁾. Ce mouvement

revendiquait la défense des commerçants et des artisans face aux grandes surfaces qui se développaient en France de l'après-guerre et condamnait l'inefficacité du parlementarisme pratiqué sous la IVème République. Il revendiquait une politique corporatiste à tendance réactionnaire censée défendre les classes moyennes



PHOTO@HISTOIRE-IMAGE.ORG

La grande figure de la droite modérée du XXème siècle a été incarnée par Charles de Gaulle ⁽³⁸⁾ et le gaullisme. Le gaullisme a été, au départ, une philosophie porteuse d'« une certaine idée de la France » qui partait du constat de la grandeur passée de la France qui ne pourrait être retrouvée qu'en dépassant les nombreuses querelles politiques intestines au pays, ce qui expliquait la figure à la fois conservatrice, paternaliste et directive de Charles de Gaulle. Durant toute sa carrière politique, il n'a eu de cesse de vouloir rendre à la France sa grandeur dans le concert des nations tout en poursuivant une politique sociale qu'il concevait comme le ciment du pays. D'une certaine manière, le Général de Gaulle a fait preuve de populisme en favorisant un lien direct entre le chef de l'Etat et le peuple et en voulant se situer au-dessus du clivage gauche/droite. L'investissement du gaullisme dans les problématiques sociales a fait que son héritage politique se situe à la fois à gauche et à droite.

L'histoire contemporaine française n'a pas été épargnée par l'extrême droite. Le « Front National » (FN) a été fondé en 1972 par le mouvement « Ordre nouveau » ⁽³⁹⁾. Il a été présidé de sa création à 2011 par Jean-Marie Le Pen ⁽⁴⁰⁾, puis par sa fille Marine Le Pen. Le Front National a puisé son inspiration essentiellement dans le poujadisme.

⁽³⁵⁾ Georges Ernest Jean-Marie Boulanger (1837-1891) était un général français, Ministre de la Guerre en 1886, connu pour avoir voulu ébranler la Troisième République.

⁽³⁶⁾ Charles Maurras (1868-1952) était un journaliste, essayiste, homme politique, poète et académicien français. Il a été le théoricien du nationalisme intégral. D'étant rapproché des catholiques, il a fondé le journal « L'Action française ». Il est devenu le principal intellectuel et politique d'extrême droite sous la Troisième République.

⁽³⁷⁾ Pierre Poujade (1920-2003) a été un homme politique et leader syndical français. Il a donné son nom au poujadisme, mouvement qui se mobilisait pour la défense des commerçants et des artisans et qui condamnait l'inefficacité du parlementarisme.

⁽³⁸⁾ Charles de Gaulle, communément appelé le Général de Gaulle (1890-1970) était un militaire, résistant, homme d'Etat et écrivain français. Il a été, entre autres, Président de la République de 1959 à 1960 et de 1960 à 1969.

⁽³⁹⁾ « Ordre nouveau » est la forme courte du « Centre de recherche et de documentation pour l'avènement d'un ordre nouveau dans les domaines social, économique et culturel ». Mouvement politique français néofasciste actif de 1969 à 1973. Il a créé en 1972 le « Front National » pour pouvoir bénéficier d'une vitrine électorale.

⁽⁴⁰⁾ Jean-Marie Le Pen (1928 -). Ancien soldat des guerres d'Indochine et d'Algérie, il a commencé sa carrière politique dans les courants poujadistes. Situé à l'extrême droite, il a fait de la critique de l'immigration son principal axe de campagne.



LA DROITE EN BELGIQUE

Contrairement à la France, la droite belge ne s'est jamais opposée au régime. Ni pour la gauche, ni pour la droite, la royauté n'a posé de problème jusqu'à la Question Royale qui a mis en cause plus le Roi Léopold III que la monarchie. Dès 1831, à la Chambre au Sénat, les catholiques ont rapidement pris l'habitude de siéger à droite du président et les libéraux à gauche. Jusqu'en 1847, le gouvernement était unioniste en ce sens qu'aucun parti politique n'existait et qu'il recherchait en toutes choses le compromis. Une divergence de taille existait cependant entre catholiques et libéraux bien que la grande majorité de ces derniers étaient des pratiquants réguliers : la volonté des libéraux d'instaurer un Etat laïque faisant une distinction nette entre les affaires civiles et religieuses contre celle des catholiques qui revendiquait une société toute entière influencée par la religion. Ces deux options fondamentales et incompatibles ont fait en sorte que « gauche » est devenu synonyme de « libéral » et « droite » de « catholique ».

À la veille de la Première guerre mondiale, il existait en Belgique une « vieille droite » conservatrice qui s'opposait à la « jeune droite » aux idées sociales plus avancées. Plus tard, cette droite conservatrice s'est distinguée des chrétiens démocrates sans pour autant faire éclater l'unité de la droite.

L'apparition des socialistes sur l'échiquier politique belge a engendré l'existence de deux gauches : la gauche libérale et la gauche socialiste qui respectaient toutes deux l'héritage de la gauche traditionnelle du début du XIX^{ème} siècle : elle était composée d'anticléricaux revendiquant une société laïque. Entre les deux guerres, le clivage philosophique s'est lentement mué en clivage social, plaçant les libéraux plutôt à droite étant donné leur conservatisme et leur volonté de renforcer le pouvoir de l'exécutif. Il est à noter que l'extrême droite n'existait pas à proprement parler à cette époque.

La droite conservatrice n'existait quasiment pas avant 1914. Seuls les Ultramontanistes ⁽⁴¹⁾ des années 1852-1880 ont pu faire figure de précurseurs à travers leurs diatribes dans la presse catholique contre le régime parlementaire. La droite belge est réellement née après 1918 suite à un vaste mouvement de mécontentement populaire par rapport au fonctionnement des institutions jugé mauvais dans le climat économique et social déplorable lié essentiellement au krach boursier de 1929. Les trois partis politiques n'étaient pas non plus épargnés. Parmi les nouveaux mouvements de droite, deux ont rapidement pris part aux élections : le « Vlaamsch Nationaal Verbond » (« Ligue Nationale Flamande ») et le parti rexiste. Leur succès a été basé sur l'extrémisme de leurs idées qui dépassaient largement les idées de droite. Leur marginalité n'a pas apeuré la classe politique en général et les socialistes en particulier, d'autant que jusqu'aux années '30, seuls les partis démocratiques dominaient le paysage politique belge. De plus, les sympathisants de ces mouvements appartenaient à une frange réduite de la population, en l'occurrence la petite bourgeoisie citadine, auxquels s'ajoutaient quelques intellectuels. Le souvenir douloureux de la guerre, la peur du socialisme ainsi que le nationalisme belge francophone, fier de sa victoire sur l'Allemagne, mais déçu de ne pas pouvoir endiguer la volonté séparatiste de certains flamands ont exacerbé le climat ambiant. Des anciens combattants et des officiers retraités ont permis de fournir de nouveaux membres aux mouvements de droite. Deux de ces mouvements francophones sont devenus nationalistes et de droite : «L'Action nationale» et «La Légion nationale»⁽⁴²⁾. Proches du fascisme, elles ont toutes deux fait preuve d'antiparlementarisme et d'antidémocratie.

Force est de constater l'influence du suffrage universel masculin instauré en 1919 sur l'évolution de la politique : alors qu'avant cette date les hommes politiques étaient des notables pas nécessairement charismatiques, la capacité pour tous les hommes adultes de voter a professionnalisé la politique. De plus en plus les candidats aux élections et les mandataires politiques ont pu s'adresser au plus grand nombre de citoyens, par catégories sociales évidemment. Cette évolution a donné une tribune inédite à la droite, essentiellement constituée de la classe moyenne organisée en corporations professionnelles. Ce nouveau corporatisme de droite avait comme ennemis les syndicats ouvriers et les banques.

(41) L'ultramontanisme était favorable à la primauté, spirituelle et juridictionnelle du pape sur le pouvoir politique en matière religieuse. Née en France au XVII^{ème} siècle chez les catholiques de la Ligue pendant les guerres de religion, elle est repuée au cours du XVIII^{ème} siècle face aux alliances non catholiques de Louis XIV. Au XVIII^{ème}, l'ultramontanisme est soutenu principalement par les jésuites. Au XIX^{ème}, l'ultramontanisme s'est opposé aux idéologies progressistes des révolutions française et industrielle.

(42) « La Légion Nationale » a été fondée en 1922 à Liège. Elle a été proche du fascisme italien. Elle a été la première milice belge à arborer un uniforme. « L'Action Nationale » a des origines plus anciennes. En 1924, elle a déplacé ses centres d'intérêt de la politique internationale vers la situation belge. Elle a fait preuve d'antiparlementarisme et a été, elle aussi, proche du fascisme. Elle disposait également d'une milice : « Les Jeunesses Nationales ». En 1925, ces deux mouvements sont entrés en résistance contre le « gouvernement démocrate » et ont poursuivi le but de créer un seul parti national. La Légion Nationale a été dissoute en 1930 et L'Action Nationale est devenue à la même époque anecdotique.

Cet éparpillement corporatiste a trouvé dans les idées du Français Charles Maurras le ciment dont il avait besoin. Son prestige ainsi que celui de sa revue « L'Action française » a été immense auprès des jeunes catholiques, louvanistes en particulier : Maurras leur apparaissait assez solide et avoir une personnalité assez forte pour maîtriser le « désordre sociétal ». Sa condamnation par Rome en 1926 a détourné la majorité des jeunes catholiques de sa personne mais pas ses idées autoritaristes qui ont été partiellement récupérées en 1936 par Léon Degrelle ⁽⁴³⁾, fondateur du rexisme et du quotidien « Le Pays réel ».

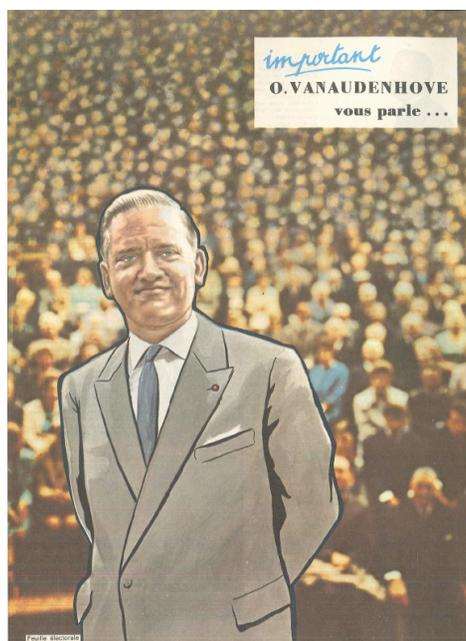


PHOTO@PINTEREST.COM

Au départ parti nationaliste proche des milieux catholiques, Rex est devenu rapidement un parti fasciste. Durant la Seconde Guerre mondiale, il s'est rapproché du national-socialisme, pour finalement verser dans la collaboration avec l'occupant allemand. Il s'est imposé comme une référence de l'extrême droite belge. Degrelle espérait par son éloquence soulever une vague populaire qui balayerait le régime et le porterait au pouvoir. Il a cependant rencontré sur son chemin le nationalisme flamand qui ne voulait rien lui céder. Il a quand même obtenu en 1937 la tenue d'élections anticipées auxquelles il s'est présenté contre le candidat unique des trois partis démocratiques, le premier ministre Paul Van Zeeland ⁽⁴⁴⁾. Avec l'appui de l'Eglise catholique belge, ce dernier a obtenu 80 % des suffrages. Cet échec a été le début de la décrépitude du rexisme qui n'a pu survivre que grâce à l'appui financier de Mussolini et d'Hitler et via la tribune que lui octroyait « Le Pays réel ».

La droite belge qui s'est assimilée au rexisme est sortie de la guerre exsangue. Faute d'avoir pu unifier durant la première moitié du XX^{ème} siècle les mouvements et groupuscules qui en faisaient partie, elle a été fracassée par la victoire alliée contre l'Allemagne. A l'exception de quelques groupes néonazis francophones et flamands et évidemment du Vlaams Belang (ex Vlaams Blok), la droite et l'extrême droite belges ne présentent pas le même danger que le Front National en France.

Après la guerre, c'est plutôt le libéralisme et le centre droit qui ont représentés certaines idées de droite. Organisé en tant que premier parti belge en 1846, le « Parti Libéral » (qui englobait à l'origine la gauche et l'anticléricalisme) s'est réformé en 1961 suite à la crise liée à l'indépendance du Congo belge et est devenu le « Parti de la Liberté et du Progrès » (PLP).



Feuille électorale du Parti de la Liberté & du Progrès (P.L.P.).
PHOTO@BIBLIOTHECA-ANDANA (COL. MUSÉE C.A.)

Il s'est scindé en 1972 en deux ailes linguistiques différentes : l'aile francophone est ainsi devenue le « Parti Réformateur Libéral » (PRL). En 2002, le « Parti réformateur libéral » (PRL), le « ParteifürFreiheitund-Fortschritt » (germanophone) (PFF), les « Fédéralistes démocrates francophones » (FDF) et le « Mouvement des citoyens pour le changement » (MCC) se sont coalisés et ont créé ensemble « Le Mouvement réformateur » (MR) qui s'est présenté comme une formation politique pluraliste, fondée sur les valeurs du libéralisme social.

⁽⁴³⁾ Léon Degrelle (1906-1994) était un journaliste, écrivain et directeur de presse engagé d'abord dans la mouvance catholique belge et ensuite chef de file du rexisme. Combattant sur le front de l'Est avec la 28^e division SS Wallonie, il a terminé la guerre en tant que SS-Sturmabführer et Volksführer der Wallonen. Exilé en Espagne en 1945 et naturalisé en 1954, il y a vécu en toute impunité près de cinquante années en construisant sa propre légende et en s'érigant comme un ardent défenseur du nazisme et des thèses négationnistes.

⁽⁴⁴⁾ Le vicomte Paul Guillaume van Zeeland (1893-1973) était un avocat, politicien catholique et homme d'Etat belge. Il a fait partie de huit gouvernements différents et il a été Premier Ministre de 1935 à 1937.

Au contraire de la partie francophone du pays, la Flandre dispose d'un parti nationaliste de droite : la « Nieuw-Vlaamse Alliantie » (N-VA) qui est l'héritier d'une longue tradition politique enracinée dans le nationalisme flamand. La N-VA a succédé en 2001 à la Volksunie (VU), fondée en 1954 et qui a exercé une pression importante sur les partis traditionnels jusqu'à obtenir que l'Etat belge devienne une structure fédérale.



ET MAINTENANT ?

De nos jours, le vote de rejet semble surpasser le vote d'adhésion : les électeurs semblent plus tenir compte d'une politisation intime et personnelle que du groupe social auquel ils appartiennent ou de leurs affiliations collectives. Force est de constater l'affaiblissement des partis traditionnels qui ne répondent plus comme par le passé aux aspirations d'un groupe social et qui ne correspondent plus à un ensemble d'opinions. Les électeurs intègrent également les incertitudes de notre société qui ne permettent plus une prévisibilité comme par le passé. Les notions de gauche et de droite ont présenté une certaine malléabilité par rapport à leurs valeurs au cours des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, ce qui a généré des conflits au sein des formations politiques. Emmanuel Macron l'a bien compris en opposant les progressistes aux conservateurs, ce qui semble renvoyer le clivage gauche/droite aux oubliettes. Par ailleurs, la politique est également devenue un métier à part entière, ce qui a engendré du favoritisme, du clientélisme et de l'enrichissement personnel au mépris de la loi et de l'éthique.

A la place de la vision traditionnelle s'impose une démocratie d'identification comme celle dont bénéficient Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et même Emmanuel Macron. En effet, les incertitudes qui caractérisent notre société encouragent les émotions, les idées négatives, le refus, le rejet ou le culte de la personnalité.

(45) « En marche ! arrive en Belgique », <http://www.levif.be/actualite/belgique/en-marche-arrive-en-belgique/article-normal-652583.html>

(46) <https://mouvement-demain.be/conference-de-presse-reformons-profondeur-fonction-politique-replacons-citoyens-coeur-dune-democratie-vivifie/>

Lors des dernières élections présidentielle et législative, la France a enterré les principes de la V^{ème} République chers au Général de Gaulle et à François Mitterrand : le clivage gauche/droite s'est transformé en un quinquapartisme incarné par Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon, Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen. La décrépitude que la gauche et la droite ont connue a fait émerger un tripartisme inédit : l'extrême gauche, l'extrême droite et la « ni gauche ni droite ». Les affaires à répétition qui ont secoué la classe politique belge francophone et particulièrement le PS peuvent amener la même conséquence : le PTB gagne beaucoup d'intentions de vote à l'extrême gauche et le PS est décrédibilisé. Le CDH qui s'est désolidarisé par opportunisme électoraliste du PS à la Région Wallonne pour créer une nouvelle majorité avec le MR n'a pas amélioré son image vis-à-vis des électeurs. Il n'est donc pas impossible que la Belgique francophone aille elle aussi vers un tripartisme « à la française » bien que l'extrême droite n'y dispose d'aucune force actuellement crédible.

Ni gauche ni droite

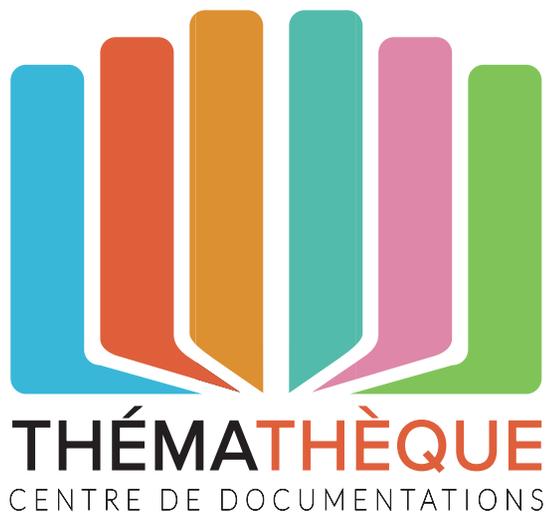
A bien y réfléchir, la Belgique fédérale pourrait disposer d'un bipartisme inédit : les nationalistes de la NV-A en Flandre et le PTB en Wallonie et à Bruxelles. Il ne manquerait plus alors qu'un mouvement « ni gauche ni droite » d'inspiration macronienne qui rassemblerait tous les déçus des partis traditionnels.

Aux dernières nouvelles, il semble que la chose soit envisageable ⁽⁴⁵⁾. Ainsi, le mouvement « Demain » (Demain commence aujourd'hui) est en cours de structuration pour « réoxygéner la démocratie » ⁽⁴⁶⁾.

VINCENT DUFOING
DIRECTEUR.



GENS DU VOYAGE
INTERCULTURALITÉ
CULTES ET LAÏCITÉ
DROIT DES ÉTRANGERS
CONTEXTE ÉCONOMIQUE
LUTTE CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME
DROITE ET LES DISCOURS POPULISTES



RELAIS DE MONS - 4, RUE DES BELNEUX 7000 MONS
LE LUNDI DE 14H À 16H30 OU SUR RENDEZ-VOUS
065/84.73.22 accueil.relaismons@laicite.net
<http://www.picardie-laïque.be>



« Où vous situez-vous ? »

Sur les 28 Etats que compte l'Union Européenne, 12 sont gouvernés par une majorité de droite, 6 par une majorité de gauche, 1 est au centre et 8 sont dirigés par une coalition entre des partis de gauche et de droite ⁽¹⁾. Reste le Gouvernement français, autoproclamé par le chef de l'Etat « ni de gauche, ni de droite ».

Si la balance penche clairement à droite, celle-ci prend des formes allant du « centre droit », comme par exemple au Royaume-Uni à l'extrême droite, comme en Finlande, en passant par la « droite nationaliste », comme en Hongrie ou la « droite radicale », comme en Lettonie.

Droite, droite dure, extrême-droite... autant de termes qui recouvrent des réalités très différentes, allant de la plus totale dérégulation du marché économique au plus grand conservatisme sur le plan des droits individuels et des valeurs. Avec bien entendu une frontière entre idéologie traditionnelle et sa version extrême, résolument infréquentable.

Dans cet éventail d'idéologies politiques, il convient peut-être de revenir au glissement global, au « virage à droite » opéré dans les années '90 par l'ensemble de l'échiquier politique et qui permet de développer une hypothèse d'explication à la situation actuelle de certains Etats européens, dans lesquels les citoyens semblent tentés par des discours extrêmement simplistes, tant sur le plan de l'analyse de la situation économique qui les touche que sur celui des solutions à y apporter.

« Droite, droite dure, extrême-droite... autant de termes qui recouvrent des réalités très différentes. »

Au début des années 90, le redressement économique et le vœu d'un retour de la croissance passent par l'ouverture de la « troisième voie ». Dans ce modèle nouveau, les mouvements de gauche traditionnelle, dans un contexte d'effondrement du bloc soviétique, tirent un trait définitif sur le passé communiste. Le discours socialiste doit s'adapter à l'économie de marché, à la « realpolitik », c'est la naissance de la notion d'Etat social actif.

Finis l'Etat providence, qui structure et organise les formes de solidarité permettant à tous de bénéficier, sur la base du principe de la cotisation collective, des filets de sécurité liés à la sécurité sociale.

En Belgique, très progressivement, les 7 branches de la sécurité sociale (pensions de retraite et de survie; chômage; assurance accidents du travail; assurance maladie professionnelle; allocations familiales; assurance obligatoire pour soins de santé et allocations; vacances annuelles) se fragilisent. Leur accès est progressivement de plus en plus conditionné, restreignant peu à peu les droits sociaux acquis. Et la tendance actuelle en matière de financement des pensions encourage les citoyens à se tourner vers le 3ème pilier de ce financement, à savoir l'épargne-pension individuelle.

Ces évolutions progressives consécutives au choix de la « troisième voie » et qui touchent l'ensemble des pays européens font la part belle à une discipline à la croisée de plusieurs sciences humaines, trop facilement présentée comme une approche scientifique exclusive : l'économie.

La caution totale accordée à la « science économique », magie par laquelle tous les maux de l'humanité peuvent être résolus. Si celle-ci présente certes un intérêt indiscutable dans l'analyse contemporaine du fonctionnement des sociétés, lorsqu'elle se confond avec les intérêts de la haute finance, elle passe au rouleau compresseur les droits des premiers bénéficiaires légitimes de son développement : les êtres humains et leur environnement naturel, à savoir notre planète.

Malheureusement, la très grave crise financière de 2007-2008 a fait apparaître les limites du modèle du libéralisme économique dérégulé, tout en renforçant très cyniquement le principe de « mutualisation des risques et privatisation des bénéfices ». Ce sont en effet les Etats qui ont été sollicités pour renflouer les banques et qui ont trouvé les fonds nécessaires... dans la poche des citoyens,

(1) Source et carte détaillée : <http://www.touteurope.eu/actualite/les-regimes-politiques-europeens.html>



de pouvoir, laissant le premier démuni face aux légitimes attentes du citoyen.

Cette situation fait incontestablement l'affaire de partis de la nouvelle gauche teintée de « vert » qui apparaissent comme les représentants d'une réelle alternative. D'autres mouvances politiques plus traditionnellement portées à droite, sans réponse crédible ni alternative à cette hégémonie de pensée, se retranchent sur un autre territoire : celui des valeurs.

Dans le climat ambiant, savant mélange d'insécurité économique, de peur du lendemain et de menace terroriste, les discours sur l'identité, la nation, les libertés, l'égalité hommes-femmes (et toutes les menaces qui pèsent sur celle-ci), fleurissent. La récente campagne électorale française en a donné quelques exemples et il y a fort à parier qu'à moins de deux années des élections régionales et fédérales en Belgique, ces thèmes compteront dans le débat.

Ils sont plus que pertinents, pour peu qu'ils ne servent pas à masquer l'impuissance des candidats en présence face à la mainmise de la finance sur toutes les sphères de décision de la société.

Mais partout où il y a de la domination, il y a de la résistance. Le travail quotidien de celles et ceux qui résistent, consistant à maintenir en veille notre vigilance et transmettre, partager et diffuser une pensée alternative pour finalement démentir collectivement « TINA⁽⁴⁾ » n'est certes pas facilité par cette convergence entre discours médiatique, politique et pseudo-scientifique. Il n'est pourtant pas vain : les alternatives citoyennes naissent, les productions d'intellectuels, même s'ils ont peu voix au chapitre, existent. Une question jalonne au quotidien le travail d'accompagnement citoyen mené par les équipes de Picardie Laïque : comment organiser de manière structurelle et collective ce long et lent travail de changement de société, qui vaut la peine d'être mené. Si l'enjeu de cet accompagnement individuel et collectif n'est pas d'orienter le choix politique des citoyens, il n'en vise pas moins la contribution à l'émergence d'une citoyenneté critique, active et autant que possible éclairée.

 **BARBARA MOURIN,**
DIRECTRICE ADJOINTE.



POUR ÉVITER LE KRACH ULTIME

Pierre LARROUROU

«Comment dire la gravité de la crise ? Comment, aussi, reconstruire l'espoir ? Telles sont les deux questions fondamentales auxquelles répond ce livre lumineux et essentiel, en faisant un sort à quelques idées préconçues qui nous empêchent de penser l'avenir.»

Edition : Nova

Frédéric Lordon s'est ainsi retrouvé dans la section « philosophie » du CNRS, tandis que d'autres poursuivent leurs recherches dans les sections « sociologie » de leurs universités pour poursuivre leurs recherches.

C'est ainsi une parole et une pensée critiques qui se retrouvent au pire muselées, au mieux diffusées au départ d'autres disciplines.

Ce contexte ambiant, favorisant un discours bien plus idéologique que scientifique, contribue à façonner les esprits et permettre de mieux faire avaler des pilules bien amères, comme celle de l'austérité.

Le danger de celui-ci est de présenter comme « fatal » ou « naturel » un contexte qui est en réalité le fruit de décisions humaines, adhérent à un choix de société librement consenti par un petit mais aliénant pour la grande majorité des individus.

La fin des « trente glorieuses » n'a pas sonné le glas de la société de consommation, cédant peu à peu du terrain à une concurrence sauvage entre les individus, plus consommateurs que citoyens. Puisque le bonheur de chacun n'est assouvi que par la pulsion de consommation, il faut produire et consommer, en perdant peu à peu la conscience que les liens et échanges sociaux peuvent s'organiser autrement qu'autour de la valeur marchande. Le resserrement progressif des liens entre monde politique, censé protéger et garantir la réponse aux attentes des électeurs, et monde de la finance, a permis à ce dernier d'occuper les lieux de décision et

(4) There Is No Alternative, célèbre formule de Margaret Thatcher.

MANIFESTE DES 350



CE MARDI 7 MARS, VEILLE DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES, UN COLLECTIF DE 350 PERSONNALITÉS PUBLIE UN MANIFESTE POUR EXIGER LA SORTIE DE L'AVORTEMENT DU CODE PÉNAL. CE « MANIFESTE DES 350 » FAIT DIRECTEMENT RÉFÉRENCE À L'ARTICLE 350 DU CODE PÉNAL QUI CONSIDÈRE TOUJOURS L'AVORTEMENT EN BELGIQUE COMME UN « DÉLIT CONTRE L'ORDRE DES FAMILLES ET DE LA MORALITÉ PUBLIQUE », ET AU « MANIFESTE DES 343 » FRANÇAISES QUI AVAIENT INDIQUÉ EN 1971 AVOIR AVORTÉ MALGRÉ LA LOI.

POUR UN DROIT À L'IVG

LE « COLLECTIF BELGE DES 350 » RAPPELLE QUE L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG) N'EST TOUJOURS PAS UN DROIT DANS NOTRE PAYS.

IL DEMANDE LE VOTE D'UNE LOI SUPPRIMANT LES ARTICLES 350, 351 ET 383 (1) DU CODE PÉNAL ET GARANTISSANT UN ACCÈS SANS ENTRAVE À L'IVG, ET EXIGE QUE LA LOI RECONNAISSE LE DROIT DES FEMMES À DÉCIDER SI ELLES VEULENT DES ENFANTS, COMBIEN, QUAND ET AVEC QUI.

LE CENTRE D'ACTION LAÏQUE DEMANDE DEPUIS LONGTEMPS LA SORTIE DE L'AVORTEMENT DU CODE PÉNAL. C'EST DONC EN TOUTE LOGIQUE QUE PLUSIEURS DE SES REPRÉSENTANTS ONT SIGNÉ CE MANIFESTE DES 350. CITONS, ENTRE AUTRES, HENRI BARTHOLOMEEUSEN, JEAN DE BRUEKER ET BENOÎT VAN DER MEERSCHEN, RESPECTIVEMENT PRÉSIDENT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DU CAL

LE COLLECTIF DES 350 PROPOSE ÉGALEMENT À LA POPULATION BELGE DE SE JOINDRE À LUI EN SIGNANT ÉGALEMENT LE MANIFESTE.

POUR CE FAIRE, RIEN DE PLUS SIMPLE, RENDEZ-VOUS SUR:

WWW.MANIFESTEDES350.BE

(1) Les articles 350 et 351 du Code pénal considèrent toujours l'avortement comme un « délit contre l'ordre des familles et la moralité publique » et l'article 383 criminalise toute information ou publicité portant sur l'avortement.



« Interview : Henri Bartholomeussen »

« *La laïcité est-elle de gauche ?* ».

La laïcité défend les valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité.

Historiquement, en France elle est associée, à tort ou à raison, à la gauche.

En Belgique, les premiers balbutiements de la laïcité sont liés aux compromis consentis par les catholiques, alliés aux libéraux contre Guillaume II, lors de l'indépendance de la Belgique.

La Constitution belge est donc un texte de compromis : « L'Église catholique y est reconnue comme religion majoritaire. Elle gagne ainsi la « liberté » de l'enseignement – un monopole de fait – et la rémunération par l'État, salaires et pensions, des ministres du Culte. En échange, les libéraux voient consacrées des libertés fondamentales particulièrement progressistes pour l'époque: droits sociaux, liberté de la presse et des cultes ... ».

Au fil de son histoire, la Belgique restera empreinte de la mainmise de l'Église catholique dans de nombreux domaines dont celui, bien entendu, de l'enseignement. Dans un premier temps, la laïcité s'est donc construit une identité « contre » : contre l'enseignement catholique, contre la présence de la religion catholique à l'école publique, contre l'intrusion de la morale liée à cette religion dans diverses sphères de la vie privée des citoyens (dépénalisation partielle de l'IVG, euthanasie, mariage homosexuel ,...).

L'acquisition et la défense des libertés individuelles sont un combat majeur du mouvement laïque ; la liberté étant l'une des 3 valeurs majeures du mouvement laïque organisé qu'est le Centre d'Action Laïque.

Traditionnellement placée à droite de l'échiquier politique, la valeur de liberté est complétée par celles de solidarité et d'égalité, considérées comme les valeurs phares des partis de gauche.

Il n'est donc pas déraisonnable de considérer que se reconnaissent dans la laïcité des citoyens de tous bords idéologiques, pour autant qu'ils soient démocrates.

La laïcité promeut un projet de société juste et égalitaire, garant de l'accès aux droits fondamentaux pour tous les citoyens, indépendamment de toute conviction religieuse, philosophique ou dogmatique : « La laïcité est le principe humaniste qui fonde le régime des libertés et des droits humains sur l'impartialité du pouvoir civil démocratique dégagé de toute ingérence religieuse. Il oblige l'État de droit à assurer l'égalité, la solidarité et l'émancipation des citoyens par la diffusion des savoirs et l'exercice du libre examen² ».

Dans un contexte de société du « vivre ensemble », les revendications liées à la liberté peuvent être comprises comme l'expression d'une aspiration au respect : respect de ce que chacun est, pense et croit et dont les limites sont les nuisances à autrui.

« Nous attendons des institutions politiques, du pouvoir et de nos concitoyens qu'ils admettent et reconnaissent ce que nous sommes, aussi longtemps que nous ne nuisons pas à autrui. En d'autres termes, nous voulons que notre indépendance morale soit reconnue, que personne ne juge notre conduite ni ne la condamne au nom d'idées et de représentations que nous ne partageons pas, qui ne sont pas les nôtres (...) nous demandons seulement à ne pas être discriminés, à être reconnus comme possédant une valeur égale à celle des autres. Ce que nous voulons donc, ce n'est pas « la liberté » en général, mais les libertés nécessaires à la réalisation de cette égalité de droits³ ».

(1) Extrait du site du CAL : www.laicite.be, « histoire de la laïcité ».

(2) Extrait de l'article 4 des statuts du CAL.

(3) Jean-Fabien Spitz, « Liberté, égalité, les sœurs ennemies ? », Sciences Humaines, n°275, pages 28 et 29.



Pourquoi, dès lors, selon vous, la laïcité a-t-elle été considérée comme un mouvement plutôt dit « de gauche » ?

Henri Bartholomeeussen :

Comme vous le relevez, un simplisme fort répandu nourri par les idéologies radicales consiste à faire de la liberté, réduite à celle du loup dans le poulailler, une « valeur » de droite tandis que l'égalité, disqualifiée en égalitarisme, s'identifierait en une « valeur » de gauche.

Une manière de distinguer la gauche de la droite dans un dialogue de sourds volontaires à la faveur de définitions équivoques. Une distinction plus légitime qui opposerait une droite conservatrice, traditionaliste, à une gauche progressiste, émancipatrice pourrait davantage justifier une appropriation par les courants de gauche du principe de laïcité.

Il demeure que ces concepts directionnels prennent des significations aussi différentes que les personnes qui y recourent.

Or la laïcité dont vous rappelez notre définition ne se laisse pas absorber par ces étiquettes pour la raison que les libertés, loin d'être incompatibles ou opposées à l'égalité et la solidarité des humains, leur sont consubstantielles.

Comment imaginer une possible liberté dans un état de minorité définie, à la manière de Kant, comme l'incapacité de se servir de son propre entendement, sans être dirigé par un autre ? Comment imaginer une possible égalité dans un rapport de hiérarchie ou de subordination que rien ne viendrait justifier ? Comment enfin garantir cette égalité sans la solidarité qui protège de l'adversité, qui prend le parti du faible contre la puissance du fort ?

La laïcité issue du courant des Lumières est bien antérieure à cette division entre droite et gauche. Ces étiquettes latérales sont trop étriquées pour sa couverture.

« La laïcité issue du courant des Lumières est bien antérieure à cette division entre droite et gauche. Ces étiquettes latérales sont trop étriquées pour sa couverture. »





Quel est, selon vous, le rôle de la laïcité dans une société où les constats d'échec du « vivre ensemble » sont exprimés ?

Henri Bartholomeeusen :

Pour que la laïcité puisse précisément y tenir un « rôle », il convient prioritairement d'en clarifier la définition, d'en donner l'explication, d'en fournir les modes d'emploi en fonction des contextes, des urgences et des contingences.

La laïcité permet notamment de comprendre que dans une société démocratique, le goût du débat, le choc des idées et des conceptions, la confrontation des cultures et opinions constituent - de façon parfois contrintuitive - sa richesse. À la condition expresse, évidemment, de respecter les personnes sans les réduire à un acte, une idée ou une identité particulière.

Cette compréhension favorise la maîtrise de notre tendance instinctive à « généraliser » des attitudes, des comportements particuliers pour induire des catégories, des jugements qui essentialisent les personnes.

La laïcité justifie la liberté d'expression qui autorise la critique des idées, des conduites, des pratiques - celles du pouvoir aussi bien que celles des plus faibles -, pourvu qu'elle n'attente pas injustement à la dignité de leurs auteurs. Voici un rôle d'apparence simple en son principe, mais qui permet de départager le plus sûrement des situations éminemment complexes.

À cet égard votre extrait de Jean-Fabien Spitz pourrait lui-même manquer de clarté. Si je puis évidemment m'accorder sur le devoir de reconnaissance, le droit à l'indépendance morale, le refus des discriminations, l'égalité des personnes, prétendre échapper au jugement d'une conduite, à sa critique au seul motif du respect de la personne me paraît abusif.

C'est une erreur que de nombreux progressistes commettent sans s'aviser que s'interdire de juger indépendamment des contenus anesthésie toute possibilité de débat moral, éthique ou politique et alimente les tentations fondamentalistes par nature totalitaires.

C'est évidemment à l'école que la laïcité s'apprend et trouve prioritairement à jouer un rôle. Lieu de partage des savoirs et connaissances, lieu d'émancipation, des premières confrontations à l'altérité, à l'égalité, à la citoyenneté, à la liberté philosophique, aux droits fondamentaux, au respect de l'autre...

Mais la laïcité parce qu'elle implique le respect des valeurs républicaines au sein de la démocratie et de l'État de droit en constitue probablement la mesure, l'invariant, la référence, le terreau universel, la clé à partir de laquelle s'organise la modernité.

Voilà son véritable « rôle ». Se découvrir principe universel et servir l'humanisme.

Ce principe de laïcité se décline alors de nombreuses manières. Il s'actualise dans l'action qui en même temps le compromet. Il irrigue les doctrines politiques en même temps qu'il les sanctionne. Il constitue le référent qui permet de construire la coexistence des différences au-delà des communautés, des religions, des partis.

Son rôle se confond alors avec son exigence : le respect de chacune et de chacun.

À l'inverse, dans un contexte où fleurissent les réflexes de replis identitaires, la laïcité est parfois utilisée par des groupes extrêmement conservateurs comme seul rempart contre les extrémismes religieux, restreignant au passage les droits de certaines catégories de populations. Il y a dans ce cas une restriction de sens du mot « laïcité » : il n'est plus entendu en tant que modèle politique permettant la cohabitation harmonieuse de tous les citoyens par la garantie d'une égalité de droits, mais comme une orientation d'un État, qui ne serait plus neutre, mais imposerait à tous un mode de pensée, débarrassé de toute référence dogmatique et interdisant aux citoyens la visibilité de leur appartenance religieuse dans l'espace public.

Pensez-vous dès lors que nous assistons aujourd'hui à un risque de « droitisation » extrémiste et d'instrumentalisation de la laïcité ?

Henri Bartholomeeusen :

L'instrumentalisation du principe de laïcité n'est pas un risque, mais une réalité bien consommée. Elle a largement justifié nos travaux de définition au long des trois dernières années.

En Belgique comme en France, il suffit d'entendre le discours de Marine Le Pen pour la voir se poser en gardienne de la laïcité, des valeurs républicaines, de la civilisation contre... l'étranger, l'autre, le barbare, au nom de l'Histoire et d'un passé phantasmé. Lors du débat télévisé qui l'opposait au candidat Macron à la veille des élections présidentielles françaises il me souvient qu'elle fut la seule à invoquer la laïcité pour en donner sa propre conception. Un comble.

La difficulté est réelle. La manière de formuler votre question n'est elle-même pas sans risque. Si vous avez raison de suggérer que la laïcité est incompatible avec l'imposition à tous d'un mode de pensée qui interdirait aux citoyens la visibilité de leur appartenance religieuse dans l'espace public, elle ne peut pour autant s'identifier à la simple neutralité de l'État.

L'État ne peut se contenter de regarder passer les trains en toute neutralité. Cela reviendrait à faire le lit des intégrismes au nom de la tolérance. À permettre par exemple l'appropriation de cet espace public par un groupe à l'exclusion d'autrui. Dans notre conception, l'État doit garantir, protéger les libertés dont la liberté d'expression dans l'espace public – ce que sa neutralité ne réalise pas entièrement –, assurer les conditions d'égalité et la possible émancipation de chacun.

Lucia de Brouckère rappelait à bon escient que la laïcité a deux ennemis : le dogme et la neutralité.

Si l'on veut empêcher l'instrumentalisation du concept de laïcité et sa récupération à des fins partisans il faut, et nous y avons travaillé, lui donner un contenu univoque parce que, comme l'écrit Régis Debré, en matière de laïcité, le flou nourrit les loups.

La laïcité ne peut être assimilée à une « mouvance plurielle » qui permettrait toutes les interprétations. Pas plus qu'elle ne peut être confondue avec l'action qui s'en revendique et qui est fonction du contexte, du lieu, de l'époque.

**Au-delà des clivages
« droite-gauche », pour
peu qu'ils soient encore
opérants, quels sont
selon vous les grands
enjeux de la laïcité à
l'heure du rétrécissement
de la protection sociale
institutionnalisée, du
tout à l'économie et du
consumérisme ?**

Henri Bartholomeeusen :

Renouer avec la pensée et l'expérience, renouer avec le débat et le temps qui leur sont nécessaires.

Les progrès technologiques permettent la consultation de tous, où qu'ils se trouvent en temps réel. Un effet pervers, c'est la suppression des périodes de latence au profit d'une dictature de l'instantané. Une réduction de l'espace et des singularités culturelles qui l'émaillent. Une appétence pour les « pensées uniques ».

L'universalisme qui caractérise l'humanisme laïque, son ouverture à la diversité, à la conjugaison des différences, son effervescence intellectuelle est confronté à un rythme sociétal qui favorise la réaction au détriment de la réflexion, l'information (souvent biaisée) au détriment de la compréhension, le positionnement immédiat au détriment du débat.

Universalisme et globalisation ou mondialisation ne sont pas synonymes.

Outre ces progrès technologiques, l'espace terrestre s'est effectivement rétréci notamment par l'effet du déplacement des populations, phénomène qui s'accélère de manière exponentielle.

Les hommes, les femmes, les enfants de nationalité, de religion, de culture, d'ethnie, de richesse, d'éducation différents, sont subitement réunis dans ce nouveau continent mondial, cette Pangée moderne à la fois physique et virtuelle et au sein de chaque État nation, à la recherche fébrile d'une place dans un avenir désormais commun.

Les solidarités jusqu'ici opérantes à l'échelle, de catégories sociales, professionnelles, régionales, nationales, syndicales, communautaires, devront faire l'expérience de l'universalité. Rapidement. Les ressources mondiales devront trouver une répartition plus égalitaire à un niveau désormais planétaire.

Les conséquences sur le plan de l'économie, je devrais dire des économies, de la consommation et des protections sociales individuelles sont difficilement imaginables à ce stade. Mais elles sont certaines. Elles seront conditionnées par l'approche que nous en ferons.

Nous pourrions alors assister à ce que j'appelle un « choc des postures » qui conduira à une radicalisation immédiate de la défense par chaque « communauté » de ses intérêts réels ou supposés, médiats ou immédiats. Il sera qualifié de choc des civilisations, des cultures, des religions, des catégories sociales etc. je vous laisse décliner à l'infini...

Ou promouvoir la laïcité comme la Culture des cultures, réimposer le débat, la réflexion, la science comme condition préalable à tout choix démocratique, à la modernité et à l'humanisme cette fois à l'échelle universelle, tant nationale que mondiale.

Je conçois que cette approche peut paraître théorique. Il convient toutefois au monde politique et aux citoyens de prendre conscience des grands bouleversements qui nous attendent et de se préparer dès aujourd'hui à modifier les anciens paradigmes.

PROPOS RECUEILLIS PAR

BARBARA MOURIN,
DIRECTRICE ADJOINTE.



LE SERVICE
LAÏQUE

D'AIDE AUX
PERSONNES

RECRUTE !

**APPEL AUX
BÉNÉVOLES !**

NOUS RECRUTONS

des conseillers laïques
volontaires et leur assurons un
encadrement professionnel,
des rencontres de soutien
et une formation appropriée.

OFFICIAINT (E) BÉNÉVOLE

Pour les cérémonies laïques de funérailles

CONSEILLER (ÈRE)

Laïque bénévole en hôpitaux

CONSEILLER (ÈRE)

Laïque bénévole auprès des résidents
en maison de repos et de soins

INTÉRESSÉ(E) PAR L'UN DES 3 PROFILS ?

Contactez-nous et nous vous inviterons à une
rencontre où vous aurez l'occasion de nous poser
toutes les questions relatives à la fonction, où nous
discuterons ensemble du temps que vous souhaitez
y consacrer et du lieu où vous serez accrédité(e).

LE SERVICE LAÏQUE D'AIDE AUX PERSONNES (SLP),
MEMBRE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE,
Organise l'aide morale aux personnes en hôpitaux et maisons de repos.

HAINAUT CENTRE OUEST

44, RUE DE LA GRANDE TRIPERIE - 7000 MONS
Tél : 0473/81 48 75 - Email : slp.hco@laicite.net



« Virage à droite »



TV5MONDEPLUS.COM

En 1954, l'historien René Rémond⁽¹⁾ publiait un essai appelé à une singulière postérité : Les Droites en France de 1815 à nos jours. Selon une expression consacrée, ce livre est devenu aujourd'hui incontournable : il reste une référence et a été plusieurs fois réédité, depuis 1982, sous le titre plus approprié de Les Droites en France. Pourquoi « les droites » ? C'est qu'il y en a plusieurs, ce qui ne va pas toujours de soi pour un esprit binaire, volontiers prisonnier de vues simplificatrices.



LES DROITES EN FRANCE

René RÉMOND

Il n'y a pas, en France, une droite, mais trois : droites légitimiste, orléaniste et bonapartiste. Énoncé par René Rémond en 1954 dans La Droite en France, cette distinction est devenu classique, et le titre du présent ouvrage prend acte de cette acception.

Edition : AUBIER

(1) René Rémond (1918-2007) est un historien et politologue français, membre de l'Académie française à partir de 1998. « Les Droites en France », Paris, Aubier Montaigne, coll. « Collection historique », 1982, 4e éd. (1re éd. 1954, sous le titre « La Droite en France de 1815 à nos jours : continuité et diversité d'une tradition politique ». Rééditions : « La Droite en France de la première Restauration à la Ve République » (1963) puis sous le titre « Les Droites en France » (en 1968 et 1982).

(2) Friedrich Hayek (1889-1992) est un philosophe et économiste britannique d'origine autrichienne, promoteur du libéralisme, opposé au keynésianisme, au socialisme et à l'étatisme.

(3) Milton Friedman (1912-2006) est un économiste américain considéré comme l'un des plus influents du XXe siècle. Il a été un ardent défenseur du libéralisme. Il a été à l'origine du courant monétariste ainsi que le fondateur de l'École de Chicago.

(4) John Maynard Keynes (1883-1946) est un économiste, haut fonctionnaire et essayiste britannique. Il est le fondateur de la macroéconomie keynésienne. Il est considéré comme l'un des plus influents théoriciens de l'économie du XXe siècle. Il a été en 1944 un des acteurs principaux des accords économiques de Bretton Woods qui ont dessiné les grandes lignes du système financier international.

Dans son ouvrage fondateur, Rémond mettait au grand jour la persistance, à partir du début du XIXe siècle, d'une partition de la droite française en trois courants principaux : le courant « légitimiste », nostalgique de l'Ancien Régime ; le courant « orléaniste », libéral et compatible avec la République, donc la démocratie ; le courant « bonapartiste », de nature autoritaire et plébiscitaire. Cette tripartition a beaucoup marqué les disciples de Clio et les spécialistes de science politique, même si le fascisme n'y figure pas, comme si l'Hexagone y avait été miraculeusement allergique.

Quoi qu'il en soit, cette classification relative à la France peut aussi s'appliquer, mutatis mutandis, ailleurs. Dans maints pays actuels, de nos jours, l'idéologie conservatrice voire réactionnaire, par exemple, reste bien présente, en dépit de sa réticence à se présenter comme telle. Pour sa part, le libéralisme se voulant volontiers progressiste, en matière sociétale en particulier, y a depuis quelque temps le vent en poupe, estimant être en phase avec les évolutions populaires en cours. La tentation autoritaire enfin, qui semblait avoir disparu au sortir de la Seconde Guerre mondiale, refait surface dans plusieurs Etats européens, à la faveur d'une peur panique du futur qui s'est emparée de populations prêtes à confier leur sort à des sauveurs soi-disant providentiels.

Qu'y a de commun entre ces trois marqueurs politiques actuels, dont chacun peut être qualifié de droite ? Ceci, à coup sûr, matérialisé par la célèbre repartie attribuée à Margaret Thatcher : « There is no alternative ! ». Ce slogan résume à lui seul la déferlante néolibérale qui, partie des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne au début des années 1980, a gagné petit à petit l'ensemble des pays occidentaux ainsi que les principales

institutions supranationales : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Commission européenne. Au point que, tout autre choix économique étant par principe exclu, la moindre remise en cause de cette doxa chère aux néoconservateurs se trouve d'emblée clouée au pilori ou, pire, taxée de « communiste ».

Depuis, la volonté de réduire les dépenses publiques a entamé les acquis sociaux de l'Etat providence, accélérant comme jamais le processus des privatisations. C'était, est-il besoin de le rappeler, la victoire des économistes Friedrich Hayek⁽²⁾ et Milton Friedman⁽³⁾ face à un John Maynard Keynes⁽⁴⁾ dont la doctrine, favorable à la régulation des marchés, devait être jetée aux oubliettes de l'Histoire. Place à la « main invisible », métaphore du libre-échange tous azimuts ou potion magique appelée à résoudre les problèmes économiques de la société.

« There is no alternative ! »

Margaret Thatcher



En somme, pour cette droite qui voit dans le dogme du marché le nouveau paradigme de la liberté et considère du coup l'individualisme comme fondement même du libéralisme, seul doit prévaloir en économie le jeu de l'offre et de la demande, toute velléité d'intervention de l'Etat – donc de caractère socialiste – étant considérée comme un frein à cette sacro-sainte liberté. La social-démocratie, estime-t-elle, a étouffé chez les citoyens les facultés de création ou d'initiative ; elle en a fait des assistés. Dont acte.

Conséquence : au keynésianisme qui inspirait les politiques socio-économiques d'après-guerre, marquées par l'action de l'Etat intervenant en faveur de l'augmentation de la demande grâce aux dépenses publiques, est préféré le monétarisme prôné par l'Ecole de Chicago⁽⁵⁾. Il s'agit là d'une doctrine économique qui préconise un contrôle strict de l'émission monétaire, de quoi supprimer l'inflation. Sont prônées aussi la baisse des impôts, ce qui ne manque pas d'impacter les ressources publiques, ainsi que la dénationalisation de la plupart des entreprises publiques. Parallèlement est valorisée l'initiative des citoyens, à la faveur de la déréglementation de nombreux secteurs de l'activité économique, y compris la diminution des prestations sociales. En un mot, vive l'esprit d'entreprise et le goût du risque !

« Vive l'esprit d'entreprise et le goût du risque ! »

Après le coup d'Etat d'Augusto Pinochet le 11 septembre 1973 qui a renversé le gouvernement Allende, le Chili a été le laboratoire de cette nouvelle orientation économique au caractère libéral prononcé. Baisse drastique des dépenses publiques, privatisation de pans entiers de secteurs de production, promotion de l'assurance-maladie individuelle, avantages accordés aux écoles privées, etc., toutes mesures qui ne pouvaient que réjouir les Chicago Boys. Pas étonnant, dès lors, que Friedman ait fait, en mars 1975, le voyage de Santiago, impatient de vérifier sur le terrain les premiers résultats de la mise en pratique de sa théorie ultralibérale. Et, réalité incontestable, il y a eu dans ce pays d'Amérique du Sud une nette relance économique, boostée par un nombre grandissant d'investisseurs, mais ces réformes se sont faites avec des dégâts sociaux considérables pour les plus démunis (baisse des salaires, en particulier, donc du pouvoir d'achat).

Ce glissement à droite, après avoir été expérimenté dans la foulée d'abord en Argentine, s'est exporté aussi en Europe. Il y a trouvé un terrain favorable, préparé par l'affaiblissement progressif de l'idéal socialiste depuis la fin des années 1980 et le début de la décennie suivante.



La chute du mur de Berlin en novembre 1989 et l'effondrement des régimes communistes qui a suivi ont provoqué un tsunami géopolitique dont le moins qu'on puisse dire est qu'il a remis en cause les « lendemains qui chantent » promis par le socialisme. Celui-ci s'est même trouvé groggy par le capitalisme financiarisé, Protée arrogant aux appétits illimités et maintenant sans véritable antidote.

Les sociaux-démocrates de l'Ouest eurent beau laissé entendre que les démocraties populaires de l'Est n'étaient socialistes que de nom, le ver du doute était déjà dans le fruit. D'autant que, gagnés par le principe de réalité une fois au pouvoir, les politiques qu'ils menaient ressemblaient souvent à s'y méprendre à celles défendues par les libéraux. Certains allant même jusqu'à se justifier par l'aveu « Avec la droite, ce serait pire », d'autres ayant résolument rompu avec les utopies mobilisatrices d'antan.

Bref, mettant dans le même sac gestionnaires de gauche et de droite, dont les programmes des partis étaient devenus tellement interchangeables, quantité de citoyens – surtout ceux qui étaient frappés par une crise sans fin – ont été tentés d'aller faire leurs courses ailleurs. Autrement dit, quand ils ne s'abstenaient pas de voter, ils ont de plus en plus émis des votes protestataires, lesquels renforçaient – jusqu'à les cautionner parfois – les dérives antidémocratiques de leaders fustigeant le « système ». On ne dira jamais assez le rôle néfaste qu'a joué dans nos sociétés la défiance grandissante des citoyens à l'égard des mandataires politiques, entraînant la remise en cause de la représentativité exercée par les élus des partis traditionnels. En témoigne le pitoyable refrain « Tous pourris ! », dont la rumeur publique est si friande.

(5) L'Ecole de Chicago est une école de pensée économique relevant de la vision libérale de l'économie. Elle est généralement associée au libre marché, au monétarisme et au keynésianisme. Son nom vient du département d'économie de l'Université de Chicago à laquelle la majorité des professeurs et élèves de cette école de pensée se rattachent.

On a coutume de désigner du nom de « populisme » ce phénomène de rejet qui gangrène bon nombre de démocraties européennes. Il s'agit là, on le sait, d'un concept fourre-tout, véritable auberge espagnole d'un langage idéologique en mal de précision, fréquemment lesté d'une intention polémique affirmée. Indépendamment de ce dernier aspect et de la polysémie du terme, on peut déceler dans le populisme plusieurs éléments reconnaissables entre tous et qui lui sont propres.

En premier lieu et avant tout, il y a l'exaltation du peuple et l'appel direct à ce peuple. Mais quel peuple ? Et c'est le deuxième trait, marquant au plus haut point : un peuple monolithique, mythique, quasi sacralisé, sans différences de classes, d'opinions, d'intérêts, etc. Un peuple, troisième caractère, qu'un leader estime incarner parce que lui – prétend-il – sent ce que ce peuple magnifié veut. D'où, quatrième composante, l'antiélitisme : les élites, surtout intellectuelles et politiques ou syndicales, sont suspectées de manipuler le bon peuple considéré comme intrinsèquement pur et innocent, élites suspectées aussi de s'en nourrir honteusement. Ensuite, et on aborde là un cinquième élément fondamental, il y a la rhétorique populiste, empreinte de démagogie, faite de propos à l'emporte-pièce, rhétorique qui fait la part belle aux émotions et qui est maniée avec maîtrise par un meneur charismatique, incarnant littéralement un parti hyper-personnalisé. Enfin, conséquence de cette dernière dimension – et on arrive là au sixième et ultime ingrédient –, les médiations, donc le Parlement et les corps intermédiaires, sont diabolisées, sinon rejetées sans appel puisque jugées inutiles ou superflues, pour ne pas dire nuisibles.

Par ce gain de temps qu'il propose dans la gestion de l'espace public, course niant par le fait même la complexité du réel, le populisme constitue une menace pour la représentation démocratique, sinon une avenue toute tracée vers une forme de régime autoritaire. Et quand s'y adjoint, comme c'est souvent le cas, un nationalisme pur jus, lui-même nourri de xénophobie et de la hantise de l'immigration, les pires dérives sont à craindre.

Inutile de préciser que cette forme de populisme, que le politologue Pierre-André Taguieff⁽⁶⁾ qualifie de « national-populisme », se situe résolument à droite sur l'échiquier politique. Et que, pour reprendre la classification de René Rémond, la composante dite « bonapartiste » y

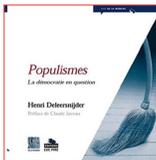
prédomine. Plusieurs enquêtes récentes montrent, par ailleurs, qu'il y a une réelle demande d'autorité chez nos contemporains, voire une envie qu'un homme fort remette de l'ordre dans le chaos ambiant, tout en apaisant les appréhensions diffuses qui paralysent les énergies.

Cet état d'esprit s'est traduit, selon toute vraisemblance, par les succès des partis de droite radicale, non seulement dans l'Europe postcommuniste (surtout Hongrie, Pologne, Slovaquie), mais aussi en Europe occidentale où plusieurs ont atteint une influence électorale supérieure à 5 % dans le cadre d'un scrutin national. Il suffit de se souvenir, à ce propos, de quelques scores particulièrement parlants. A commencer par la France, on ne le sait que trop, où le Front national s'est qualifié – avec 21,3 % de voix pour Marine Le Pen – pour le second tour de l'élection présidentielle de mai 2017. Sans parler des pays scandinaves, historiquement réputés pour leurs rapports sociaux dépourvus d'aspérités majeures, maintenant gagnés par la volonté de limiter l'immigration extra-européenne, musulmane en premier lieu, quand ce ne sont pas des options fascistes qui les séduisent : c'est le cas en Suède, avec le Parti des démocrates suédois (SD), fondé en 1988, tout droit sorti d'un terreau néonazi.

La Hongrie de Viktor Orban, quant à elle, connaît depuis pas mal de temps maintenant une évolution également inquiétante. Perte d'autonomie de la justice, modification de la loi électorale qui avantage le parti du Premier Ministre (le FIDESZ), limitation de la liberté des médias publics, nouvelle Constitution où la mention « République hongroise » est simplement remplacée par celle de « Hongrie », pays fondé sur la tradition chrétienne, secteur culturel de plus en plus chasse gardée des ultranationalistes, limitation de la liberté d'action des ONG et de l'Université d'Europe centrale financée par le milliardaire américain d'origine juive George Soros⁽⁷⁾, refus de céder à la volonté de la Commission européenne d'imposer à Budapest des quotas pour l'accueil des réfugiés, la liste est longue des mesures menant progressivement le pays vers une forme de « démocratie illibérale ». Et, comme si la coupe n'était pas encore suffisamment pleine, « des nationalistes d'Europe et des Etats-Unis se sont installés en Hongrie [qui] voudraient faire du «bassin des Carpates» un tremplin pour l'extrême droite européenne ». (Le Monde du 25 août 2017).

La Pologne, pays le plus peuplé d'Europe centrale, a suivi la Hongrie dans cette contagion nationale-populiste. Le parti Droit et Justice (PIS), dirigé de fait par Jaroslaw

DU MÊME AUTEUR



POPULISME : VIEILLES PRATIQUES, NOUVEAUX VISAGES

Henri DELEERSNIJDER

Voilà près de vingt ans maintenant que la plupart des pays du Vieux Continent ont vu ressurgir en leur sein des discours politiques remettant en cause la représentativité démocratique, diabolisant l'immigration et rejetant, sur des bases nationalistes, toute construction européenne.

Edition : La Renaissance du livre

(6) Pierre-André Taguieff (1946-) est un politologue et historien des idées français.

(7) George Soros (1930-) est un financier milliardaire américain d'origine hongroise. Il est devenu célèbre pour ses activités de spéculation sur les devises et les actions, qui ont marqué l'histoire des bourses de valeurs puis par ses activités de philanthropie.

Kaczynski, s'y est lancé dans une « révolution conservatrice » qui s'attaque aux contre-pouvoirs, à l'école, à la culture et à l'histoire. Il s'en prend en particulier à l'indépendance du Tribunal constitutionnel, la plus haute instance juridique de Varsovie, tentation autoritaire qui ne fait que confirmer la menace qu'elle fait peser sur l'Etat de droit.

A propos de ce pays où « en arrière toutes » est devenu la ligne directrice de la gestion politique, Le Canard Enchaîné a récemment publié, dans un dossier consacré au populisme, un « cahier spécial » intitulé « Voyage au pays du plombier polonais ». Les dessins, comme on s'en doute, en valent la peine et les commentaires les accompagnant aussi. En voici quelques exemples : « Vue de l'extérieur, la Pologne se situe bien à droite, voire, aujourd'hui, à l'extrême droite de l'Europe. [...] PIS (Droit et Justice) n'a pas confiance dans la justice de son pays et veut lui prendre ses droits. Il ne croit qu'au Jugement dernier. Les Polonais, pris en otages, ne savent plus sur quel pied danser... C'est un pays profondément catholique, sauf que la religion dominante n'est pas la religion catholique, mais une croyance nommée l' «Eglise». [...] L'Eglise est omniprésente, mais de moins en moins fréquentable. Le pouvoir, appuyé par les hommes d'Eglise, veut changer l'ordre des choses. Bientôt, le Soleil tournera autour de la Terre. [...] Le gouvernement veut garder la main sur tout et, surtout, garder les femmes au foyer. Il les a obligées à descendre dans la rue pour défendre leurs droits. In vitro, liberté sexuelle, droit à l'avortement, droit d'avoir le droit... »

Dans son genre, la Slovaquie, membre de l'Union européenne, se distingue aussi. C'est un social-démocrate qui y gouverne, mais avec un parti d'extrême droite. Et cet homme politique n'entend pas, texto, accueillir de migrants musulmans dans son pays... Le cas de Marian Kotleba mérite qu'on s'y arrête un moment. Il s'agit d'un tribun d'extrême droite qui est parvenu à faire entrer sa formation, le Parti populaire-Notre Slovaquie (LSNS), au Parlement de Bratislava, grâce aux 8 % des voix obtenues aux dernières élections législatives. Nostalgique de l'ancien Etat slovaque pro-nazi né du démembrement de la Tchécoslovaquie en 1939 et dirigé par le prêtre catholique antisémite Mgr Jozef Tiso, Kotleba se faisait appeler autrefois « Führer de Banska Bystrica » (région située au sud du pays). Selon un dernier sondage, bien qu'il soit dans l'œil de mire de la justice, il engrangerait près de 9 % de suffrages au prochain rendez-vous électoral (voir à ce propos Le Monde du 2 août 2017).

Aux Pays-Bas, Geert Wilders, surnommé « Capitaine peroxyde » en raison de sa tignasse blond décoloré, est un héritier direct du populiste néerlandais Pim Fortuyn, assassiné le 6 mai 2002 à la sortie d'un studio de radio à Hilversum par un activiste de la cause animale. Wilders a été marqué par le meurtre – le 4 octobre 2004 – du réalisateur Theo Van Gogh, auteur d'un film où il dénonçait la violence faite aux femmes musulmanes : le réalisateur était tombé sous les coups de couteau d'un Néerlandais-Marocain intégriste.

Depuis 2006, le président du Parti pour la Liberté (PVV) mène une croisade virulente contre ce qu'il appelle l' « islamisation » de son pays. Usant d'une rhétorique musclée, il exige la fermeture de toutes les mosquées et écoles musulmanes ainsi que l'interdiction du Coran, ouvrage qu'il compare à Mein Kampf. En 2014, lors d'un meeting électoral, il a tenu des propos particulièrement insultants et racistes pour lesquels il a été condamné d'ailleurs. «Voulez-vous, dans cette ville et aux Pays-Bas, plus ou moins de Marocains ?», avait-il demandé d'un air faussement innocent, provoquant un déferlement de « Moins ! Moins ! Moins ! ». Et Wilders de conclure : « Nous allons y remédier. »

Outre-Rhin, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a adopté, comme d'autres formations du Vieux Continent, une ligne anti-immigrés et anti-islam. Fondé en 2013 et crédité il y a quelque temps de 11 % à 13 % d'intentions de vote (mais pourcentages en baisse, aujourd'hui), ce parti menace de faire son entrée au Bundestag, au moment du moins où s'écrivent ces lignes, les législatives étant situées au 24 septembre. Ce serait la première fois depuis la chute du IIIe Reich ! Jusqu'alors, en effet, aucun parti d'extrême droite n'avait franchi la barre des 5 %, sésame indispensable pour être accepté au Parlement fédéral de Berlin.

Présidente de l'AfD et son chef de file au Parlement régional de Saxe, Frauke Petry, 41 ans, s'est implantée sur les décombres du Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD), en élargissant la clientèle de cette formation néo-nazie. Si les électeurs avaient pas mal de réticences à voter pour un parti composé en partie de skinheads, ils ont moins de prévention aujourd'hui à l'égard d'une dame BCBG, aux tailleurs élégants et à la coupe de cheveux sage. Il n'empêche que, fin 2014, elle a apporté son soutien à Pegida, le mouvement allemand des « Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident ». Aux dernières nouvelles, Mme Petry a renoncé à se présenter comme candidate à la chancellerie et son parti est aujourd'hui

Pierre-André Taguieff⁽⁶⁾ le « national-populisme », se situe résolument à droite sur l'échiquier politique.

tirailé entre une tendance dure et une autre se voulant plus modérée ou plus opportuniste.

En Autriche, on se souvient des 26,9 % des suffrages obtenus par le FPÖ, le Parti de la liberté autrichien. Fin octobre 1999, sa percée aux élections législatives fit l'objet d'un coup de tonnerre dans le ciel européen. Jörg Haider, fringant rejeton d'une famille d'anciens nazis, fut appelé à participer au gouvernement de coalition mis sur pied par Wolfgang Schüssel, chef du Parti populaire autrichien (ÖVP), une formation chrétienne-conservatrice. Il n'est pas inutile de rappeler que Haider avait osé relativiser le passé nazi de son pays. En septembre 1995, par exemple, à l'occasion d'un discours prononcé devant d'anciens SS, il loua ces « hommes respectables et de caractère restés fidèles à leurs convictions même quand soufflent des vents contraires ».

Plus récemment, en 2016, l'Autriche a connu une nouvelle percée surprise de l'extrême droite : avec 36,4 % des suffrages, Norbert Hofer est arrivé, en avril, largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle ; les partis traditionnels de droite et de gauche, eux, ont été laminés dans un scrutin centré sur la question des réfugiés. Au deuxième tour, le 22 mai, l'extrême droite fut défaite sur le fil. Mais comme le scrutin avait été annulé par la Cour constitutionnelle, on revota le 4 décembre, et là une majorité de 53,8 % fut donnée à l'écologiste Alexander Van der Bellen, lequel incarnait finalement une République ouverte au multiculturalisme. Résultat : il s'en est fallu de peu pour que l'on voie pour la première fois depuis 1945 une démocratie d'Europe occidentale avoir pour chef d'Etat un représentant de l'extrême droite. Prudence s'impose néanmoins : des législatives ont lieu en 2018 en Autriche et là, Heinz-Christian Strache, président du FPÖ et ami de Marine Le Pen, pourrait bien propulser l'extrême droite au rang de première force politique du Conseil national, soit la chambre basse du Parlement de Vienne.

Avec ce type de partis, maintenant bien installés dans la plupart des pays européens – à l'exception notoire de l'Espagne, du Portugal et de la Belgique –, sommes-nous en présence de l'extrême droite ? La question fait débat, du fait même qu'à l'autre extrémité de l'échiquier politique, il peut exister aussi – avec d'importances nuances, certes – un

populisme de gauche. Ceci dit, les formations populistes existant aujourd'hui en Europe participent aux élections (mais Hitler a joué le jeu aussi...) et paraissent donc, jusqu'à nouvel ordre, offrir des garanties démocratiques suffisantes. Elles sont anti-système ou anti-establishment, comme l'étaient le fascisme et le nazisme et le restent leurs épigones, mais, n'ayant pas de programme révolutionnaire à proprement parler, elles le sont moins qu'eux. On ne peut cependant nier que les thématiques développées de part et d'autre sont proches, parfois très proches : repli identitaire, nationalisme, xénophobie ou racisme, stigmatisation des musulmans, antiparlementarisme, lutte contre le multiculturalisme, rejet de l'ouverture qu'accompagne l'édification de l'Union européenne, violence verbale, etc.

En Grèce, pas de doute possible avec le parti néonazi Aube dorée (Chryssi Avgi), lequel a fait du noir sa couleur emblématique et de son emblème une croix rappelant à s'y méprendre la svastika. Pour se rendre compte de l'idéologie qui anime cette formation, fondée en 1980 et reconnue en 1993, rien de tel que de se plonger dans son programme. Sa première mouture, libellée « Déclaration des principes idéologiques », remonte à la fin des années 1980. En son frontispice, on peut lire les propos suivants, lesquels ne laissent aucun doute sur les intentions profondes de ce parti national-socialiste : « Si les Ecritures sont le livre sacré des chrétiens, si le Capital est l'évangile des marxistes et si les textes nauséabonds des Juifs sont les guides préférés de la bourgeoisie de tout temps, pour nous, nationaux-socialistes, le chant divin de l'Iliade est et restera toujours l'intarissable source de la vie et la parole profane par excellence. »

L'épilogue de ce manifeste se fait, lui, plus explicite quant aux figures historiques à imiter et donc à suivre : « Parmi [les] exemples lumineux, se distinguent ceux qui ont l'honneur de défendre notre civilisation à la fois contre les envahisseurs extérieurs et les saboteurs intérieurs lors des événements d'une importance historique cruciale. Depuis l'époque homérique, l'époque de l'Antiquité classique et l'ère d'Alexandre le Grand, la lignée de ces héros hors pair est parvenue dans sa pleine continuité jusqu'à nos jours. Et le créateur ultime et égal aux dieux illumine notre monde culturel ; il est le merveilleux défenseur des valeurs intarissables de notre race, l'incarnation du héros éternel, le fondateur du national-socialisme et le pionnier de la nouvelle civilisation européenne ; c'est lui : ADOLPHE HITLER [en lettres capitales dans le texte]. » Difficile de faire plus fort...

C'est au lendemain des élections anticipées de mai 2012 que le parti Aube dorée fait son entrée au Parlement grec, à la suite des 6,97 % des voix qu'il y a obtenues. Il confirme sa percée au nouveau scrutin de juin 2012, organisé par suite de l'impossibilité de former un gouvernement : il y décroche 6,92 % des suffrages, score qui lui accorde 18 sièges. Et, à l'occasion du vote du 20 septembre 2015, il récolte 6,99 %. Parmi les formations politiques grecques, le voilà en troisième position. No comment.

On peut évidemment faire le gros dos et ne voir dans ces poussées extrêmes que de simples bourrasques passagères, lesquelles devraient à terme s'apaiser ou disparaître face à la solidité des institutions démocratiques, ailleurs comme en Grèce. Sauf que ça ne s'arrête pas ! Et l'élection de Donald Trump, notamment saluée en Belgique par le Parti populaire (PP) de Mischaël Modrikamen, ne fait qu'apporter de l'eau au moulin des groupuscules de droite radicale : avoir pratiquement la caution du maître de la plus grande puissance mondiale, ce n'est pas rien, on en conviendra. Les événements de Charlottesville (Virginie) du 12 août dernier où le Président américain a renvoyé dos à dos, d'une part, la cohorte des suprémacistes blancs, néonazis, antisémites et sympathisants du Ku Klux Klan et, d'autre part, les manifestants antiracistes, ne font que confirmer cette funeste évolution. Et, dans cette atmosphère d'extrême droite haineuse se répandant aux Etats-Unis, Trump est allé, le 25 août, jusqu'à accorder la grâce à Joe Arpaio, ce shérif d'Arizona de 85 ans qui n'hésitait pas à enfermer les détenus (hispaniques en priorité) en plein désert, pantalons rayés et chaînes aux pieds...

Alors, que faire ? Même si le pire n'est pas toujours certain, ne pas sous-estimer la menace, encore moins se réfugier à l'abri d'une cécité volontaire. Car c'est peut-être une faiblesse de notre regard captivé par l'info en continu et le culte du présent que de ne pas arriver à percevoir comme cela devrait l'être les mouvements du temps long, ces courants politiques profonds et durables que l'écume de l'actualité immédiate empêche de déceler. Les grands événements de l'Histoire surgissent généralement à l'avant-plan après une période de maturation souterraine. Rien ne prouve, en effet, que les manifestations protéiformes de la droite radicale ou extrême ainsi que du national-populisme – si hostile aux migrants – vont s'apaiser d'ici peu.

Plutôt qu'animés de convictions idéologiques bien arrêtées, comme l'étaient les boutefeux des années 1930, leurs meneurs actuels, qui n'ont pas connu la sombre époque du fascisme et du nazisme ou chez qui la transmission de l'horreur ne s'est pas vraiment faite, surfent sur les peurs en cours, espérant les utiliser comme tremplin pour accéder au pouvoir et imposer leurs solutions drastiques. Telle est en tout cas l'impression dominante qui se dégage de leurs propos outrageusement simplificateurs et autres prestations matamoiresques. Le défi est de taille pour les démocraties. C'est du sein même de celles-ci que doit émaner une résistance salvatrice, de façon à ne pas laisser le champ libre aux aventuriers de tout poil.

Rien de tel, à ce sujet, que de se remettre à l'écoute de Primo Lévi⁽⁸⁾ qui, dans *Les Naufragés et les Rescapés* (1986), écrivait : « Tous nous devons savoir, ou nous souvenir que lorsqu' Hitler et Mussolini parlaient en public, ils étaient crus, applaudis, admirés. Les idées qu'ils proclamaient étaient en général aberrantes, stupides, cruelles, et pourtant ils furent acclamés et suivis jusqu'à leur mort par des milliers de fidèles. Ces fidèles n'étaient pas des bourreaux-nés, mais des hommes quelconques, ordinaires, prêts à croire et à obéir sans discuter.

Tous nous devons savoir, ou nous souvenir que lorsqu' Hitler et Mussolini parlaient en public, ils étaient crus, applaudis, admirés.

Il faut donc nous méfier de ceux qui cherchent à nous convaincre par d'autres voix que celle de la raison. Dans la haine nazie, il n'y a rien de rationnel. Nous ne pouvons pas la comprendre, mais nous devons comprendre d'où elle est issue et nous tenir sur nos gardes. Si la comprendre est impossible, la connaître est nécessaire parce que ce qui est arrivé peut recommencer. »

 **HENRI DELEERSNIJDER**
PROFESSEUR D'HISTOIRE ET ESSAYISTE



Henri DELEERSNIJDER,

est Professeur d'histoire, Licencié en arts et sciences de la communication et collaborateur scientifique à l'Université de Liège et également chroniqueur. Il est notamment l'auteur des ouvrages : « L'Affaire du « Point de détail ». Effet médiatique et enjeux de mémoire » (Éditions de l'Université de Liège, 2001) ; « Les Prédateurs de la mémoire. La Shoah au péril des négationnistes » (Bruxelles, Labor/Espace de libertés, coll. « Liberté j'écris ton nom », 2001) et de « Vieilles pratiques, nouveaux visages » (Territoires de la Mémoire - Editions Luc Pire, 2006).

(8) Primo Lévi (1919-1987) est un docteur en chimie italien rendu célèbre par son livre « Si c'est un homme » dans lequel il relate son emprisonnement au cours de l'année 1944 dans le camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Monowitz.



« Droitisation des médias : une sémantique savamment élaborée ? »

Depuis des années, on peut constater que la sphère médiatico-culturelle se droitise inexorablement au rythme du glissement politique qui renforce des orientations néolibérales de plus en plus affirmées, que ce soit en termes de structuration sociale et sociétale ou de mesures austéritaires.

Le courant majoritaire des médias traditionnels et populaires a encouragé la pensée néolibérale.

Cette interdépendance entre cette évolution politique tracée depuis l'avènement de la fameuse expression thatchérienne « T.I.N.A » (« There is not alternative ») et le message médiatique utilisé pour encourager de manière stratégique cette unique option politique depuis l'effondrement du soviétisme nous indiquent clairement une volonté affirmée du système global à renforcer une forme de domination des esprits par l'utilisation martelée d'un lexique aiguisé et insidieux. De plus, elle permet de considérer comme suspects les potentielles oppositions et alternatives naissantes.

L'explication historique est simple. L'émergence de l'État providence après la seconde guerre mondiale est à la base du modèle social qui a été généralisé en Europe occidentale. Ce dernier a favorisé l'intervention des pouvoirs publics afin de construire progressivement une protection sociale efficace. Les compromis sociaux y afférents reposaient sur une intervention publique notamment dans le domaine du chômage et de l'emploi. Mais, depuis le milieu des années '70, l'État-providence est en crise. Celle-ci a pour origine la désindustrialisation massive des outils de production et par voie de conséquence l'apparition d'un chômage endémique. Prétendant transcender le clivage traditionnel entre la gauche social-démocrate et la droite néolibérale, un nouveau courant de pensée est alors apparu et a affirmé la possibilité d'une troisième voie. Ce courant est parti des États-Unis et a été théorisé en Grande-Bretagne par Anthony Giddens ⁽¹⁾, le Conseiller de Tony Blair ⁽²⁾. Sa traduction en matière économique et sociale par le concept d'« État social actif » a largement été reprise au niveau européen, d'où elle a influencé de nombreux pays, en ce compris la Belgique. Et depuis plus de trente ans, l'État social actif s'en prend perfidement aux plus démunis, aux plus faibles et aux travailleurs sans emploi comme si ces personnes, au départ victimes

de cette aggravation socio-économique, étaient finalement les responsables de leur situation. Cette charge contre les « perdants » du système néolibéral s'est matérialisée par des principes directeurs valorisant la méritocratie et la logique concurrentielle, sous-tendue par une volonté d'activation à outrance des « inactifs ». Ce procédé a légitimé une forme de compétition malsaine et désolidarisée entre les demandeurs d'emploi, encourageant le « mérite salvateur » et leur disponibilité, au prix d'une violence administrative et institutionnelle profondément déshumanisante. A posteriori, de troisième voie, il n'en a été guère question : la social-démocratie a glissé progressivement vers les thèses néolibérales en appliquant les recettes de contraction des investissements publics et l'augmentation des privatisations dans un contexte de libéralisation économique. Certes, la social-démocratie a eu tendance à mesurer, freiner et dissimuler l'accent trop néolibéral de ses effets, mais les conséquences démontrent une augmentation des contraintes socio-économiques sur les classes moyenne et laborieuse. Quant aux plus fragiles, ils ont été laissés dans l'impasse de la précarité grandissante et dans la pauvreté. D'ailleurs, depuis quelques années, on remarque qu'une réponse politique de gauche émerge avec un discours plus ferme et plus radical envers l'arrogance du système économique-libéral. Cet autre glissement systémique a d'ailleurs connu des répercussions électorales : la social-démocratie a été durement sanctionnée par ce qui peut apparaître comme un reniement de ses positionnements néolibéraux. On l'a vu en Grèce avec l'effondrement du Pasok ou en Espagne avec le revers du PSOE ; on l'a récemment observé avec la chute électorale du PS français et les déchirures en son sein. Sans doute que d'autres partis sociaux-démocrates européens subiront aussi la même sanction électorale.

Cette prépondérance de la pensée dominante s'est donc opérée depuis des dizaines d'années grâce notamment à une culture politique bien ancrée dans la

(1) Lord Anthony Giddens (1938 -) est un sociologue britannique et professeur de sociologie à l'université de Cambridge. Il est considéré comme l'un des plus importants contributeurs au domaine de la sociologie contemporaine.

(2) Anthony Charles Lynton Blair, dit « Tony Blair », (1953 -) est un homme d'État britannique, membre du Parti travailliste, Premier Ministre du Royaume-Uni de 1997 à 2007. Durant sa période à la tête du Parti travailliste (Labour Party), puis comme chef du gouvernement, Tony Blair a réformé en profondeur l'idéologie et la pratique du travaillisme britannique, largement converti aux mérites de l'économie de marché. Le courant de pensée de Tony Blair, défini comme une « troisième voie » entre la gauche et la droite traditionnelles, est surnommé le « blairisme ».

stigmatisation symbolique et l'utilisation savamment orchestrée d'une sémantique élaborée au service du système.

Cela a eu pour conséquence directe une dérive généralisée de l'information utilisant des codes culturels et langagiers singuliers, souvent teintés de sensationnalisme, d'annonces anxiogènes et de peopolisation et ce, au détriment évidemment de l'analyse critique et argumentative. L'économique étant le centre névralgique de cette pensée dominante, elle s'accompagne parfois d'un néo-conservatisme culturel et sociétal, libérant une parole xénophobe et proto-identitaire, avec, çà et là, des accents réactionnaires inquiétants. Et c'est évidemment là que l'utilisation sémantique parfois populiste des médias traditionnels, a fortiori amplifiée par les réseaux sociaux, s'avère inquiétante et a immanquablement nourri cette droitisation culturelle de la pensée dominante. Certaines unes ont carrément été d'une démagogie affirmée et condamnées d'ailleurs par le Conseil de Déontologie Journalistique. Par la disqualification des allocataires sociaux, des chômeurs, des migrants, des jeunes des quartiers populaires, des syndicalistes grévistes, des personnes d'origines immigrées ou musulmanes pour ne citer que ces quelques exemples, le courant majoritaire des médias traditionnels et populaires a encouragé la pensée néolibérale. Cette allégeance laisse supposer une protection discrète mais bien réelle desdits médias par leurs détenteurs idéologiques et financiers. Bien entendu, ce lien entre l'économisme néolibéral et des médias à la cause de ce modèle pourraient aisément s'expliquer par le fait que la grande majorité de ces médias télévisuels ou de la presse écrite appartient à de grands groupes industriels et financiers (Roularta, Rossel, Concetra, Corelio, RTL Group, IPM pour la Belgique ou les dix milliardaires qui possèdent la grande majorité des médias français que sont les Martin Bouygues, Xavier Niel, Serge Dassault, Bernard Arnault, Vincent Bolloré, Pierre Bergé, Patrick Drahi, François Pinault, Matthieu Pigasse et Arnaud Lagardère). De fait, la concentration de capital financier n'a jamais été si grande qu'aujourd'hui dans les médias. Elle limite drastiquement leurs propriétaires qui entretiennent des liaisons étroites avec les tenants du pouvoir politique en place au service de cette idéologie.

Néanmoins, la propagande idéologique du pouvoir dominant a eu pour conséquence l'émergence d'une presse alternative très active et rejointe par de plus en plus de journalistes consternés par la confiscation de leur ligne éditoriale. Cet attrait a également profité de la caisse de résonance que représentent les réseaux sociaux qui relayent

souvent cette autre approche journalistique. Cet emballement pour une presse indépendante et libre démontre clairement un désir de plus en plus conséquent d'une partie de la population d'avoir accès à des faits objectifs et à leur analyse critique. Le soutien massif aux lanceurs d'alerte par exemple en est un parfait témoignage. Cependant, les réseaux sociaux peuvent malheureusement aussi encourager une surenchère conspirationniste pernicieuse, surtout dans le chef des plus jeunes qui peuvent parfois manquer de discernement et relayer des « fakes »⁽³⁾ ou « trolls »⁽⁴⁾ souvent issus de mouvances farfelues ou carrément nauséabondes. Malgré cela, une chose est quasi sûre : cette accointance organique étroite entre les médias traditionnels, le pouvoir financier et les garants politiques du système économique en place a eu, et aura encore, des conséquences néfastes sur le traitement de l'information, que ce soit en termes d'augmentation du populisme, du racisme, des stéréotypes, de l'exclusion sociale, de la paupérisation et de la finitude du Vivant.

l'État social actif s'en prend perfidement aux plus démunis,

En somme, les informations quotidiennes véhiculées par les médias traditionnels ne sont que l'ombre de la réalité. Donc, afin de permettre à un maximum de personnes d'éveiller leur conscience, il devient impérieux d'outiller et de documenter correctement la population, afin qu'elle puisse comprendre les enjeux sociaux, environnementaux et sociétaux majeurs actuels. On peut constater qu'un nombre croissant de personnes a de plus en plus envie de connaître l'envers du décor de notre société, ses arcanes, ses dysfonctionnements, ses conséquences, ses causalités et d'approfondir sa pensée critique plutôt que de gober sans discernements l'actualité présentée par le prisme unique et filtré des médias « mainstream ». Dans ce brouillard d'informations, une grande partie de notre population ne sait plus sur quoi s'indigner ou se révolter tant les sujets manquent de fonds, sont simplement survolés ou dépendent des idéologies politiques d'une ligne éditoriale.

En conclusion, pour éviter un rejet définitif des médias dans leur ensemble, à l'instar de ce que vit actuellement le monde politique, il est essentiel de soutenir un journalisme libre et indépendant de qualité, dépourvu d'une quelconque injonction idéologique et qui puisse donner de véritables clés de compréhension sur la société actuelle et ses dérives.

 **STÉPHANE MANSY,**
COORDINATEUR.

(3) Le terme « fake » désigne ce qui est faux ou truqué.

(4) « Troll » désigne ce qui est clairement guidé par de mauvaises intentions.



« Du Conservatisme à la régression : quid des droits des femmes ? »

« Depuis quelques années, nous constatons la montée en puissance des mouvements nationalistes, populistes et d'extrême-droite à travers le monde, y compris en Europe (Pologne, France, Pays-Bas, Allemagne,...). Cette évolution a permis aux conservatismes religieux et non religieux de gagner du pouvoir et de la légitimité, tant au niveau national qu'international. »

Certes, les argumentaires idéologiques anti-genre se différencient les uns des autres mais ces groupes tendent à coordonner leurs efforts et leurs stratégies politiques dans les instances internationales afin de créer un rapport de forces suffisant pour bloquer les avancées en matière de droits des femmes.

La tâche est rude pour les gouvernements : il faut redonner espoir au citoyen, défendre ses valeurs, lui rendre son sentiment d'appartenance, lui apporter une sécurité financière,... Pour répondre à toutes ces attentes, la boîte de Pandore n'aurait-elle pas été ouverte ?

Au nom de l'équilibre budgétaire, de la défense des valeurs occidentales, de la nostalgie d'une époque bienveillante, le rapprochement entre les conservateurs/ultra-conservateurs et les libéraux-réformateurs n'a-t'il pas eu une conséquence inattendue ? Une régression des droits des femmes jusque dans des pays où ils paraissaient pourtant acquis.

Sous prétexte de défendre « un modèle de familles traditionnelles » par opposition au modèle de famille « non hétéro normatives » et les valeurs universelles de la vie et de la famille menacées selon eux par la révolution sexuelle, les conservateurs renvoient la femme à son rôle de mère et au foyer de préférence. Ils brandissent alors la pancarte de la famille « parfaite » papa-maman et les enfants. Enfants choyés au quotidien par leur mère qui grâce à son instinct maternel et son amour évitera toutes déconvenues à ses enfants. Cette image d'Epinal que l'on croyait reléguée au 20ème siècle a fleuri dans les rues de France notamment à l'initiative du collectifs « Manifs pour Tous » et relayée par des élus de droite ou d'extrême droite. Dans nos propres frontières, comment expliquer (si ce n'est par une évolution résolument conservatrice) qu'il soit encore nécessaire de faire campagne pour dépénaliser l'IVG ? Avortement considéré par notre code pénal comme « Un délit contre l'ordre des familles et la moralité publique ».

Par ailleurs, si l'opinion selon lequel l'Etat doit faire des économies peut être partagé par un grand nombre de personnes de tout bord, c'est plutôt le choix des postes sur lesquels appliqués ces économies qui est rarement partagé.

« L'IVG est considéré par notre code pénal comme « Un délit contre l'ordre des familles et la moralité publique » »

Lorsque notre Ministre de la Santé, Maggie de Block, par ailleurs médecin de formation, tente de limiter l'accès à la pilule du lendemain par des arguments si pas fallacieux, non confirmés par quelque étude scientifique, ne pouvons-nous pas voir là une atteinte aux droits sexuels et reproductifs des femmes ? Certes, les droits des femmes ne se limitent pas aux droits sexuels et reproductifs mais ils constituent un enjeu clé dans la lutte pour l'égalité de genre et l'émancipation de la femme.

Certes, la condition des femmes a évolué ces dernières décennies. Il appert cependant que des droits des femmes que l'on croyait acquis soient remis en question et que leur progression est freinée par un conservatisme ambiant. C'est pourquoi, il semble important de rappeler que les acquis ne sont jamais irréversibles, que la vigilance est de mise et que la lutte pour l'égalité de genre a encore de beaux jours devant elle.

AMINA AIJOU,
DIRECTRICE ADJOINTE.

(1) www.ncnd.be/
Repondre-avec-force-a-la

(2) idem

(3) www.iris-france.org
<https://www.laici.be/campagne/ivg-hors-du-code-penal/>

(4) www.planningfamilial.net-
communiqué de presse « Pilule du
lendemain, suite et pas fin »

« Pour aller plus loin »



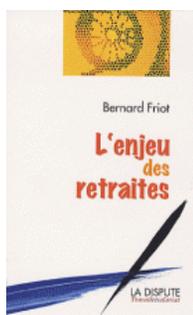
GAUCHE/DROITE.
GENÈSE D'UN
CLIVAGE POLITIQUE
Jacques LE BOHEC
Christophe LE DIGOL
Étudier le clivage gauche-
droite n'est pas chose aisée
tant il a été érigé en horizon
indépassable de la politique.

Ed. « PUF »



**POUR ÉVITER
LE KRACH ULTIME**
Pierre LARROUTUROU
Comment dire la gravité
de la crise ? Comment,
aussi, reconstruire l'espoir ?

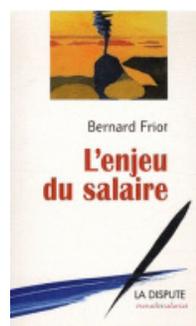
Ed. « Flammarion »



**L'ENJEU DES
RETRAITES**

Bernard Friot

Ed. « LA DISPUTE »



**L'ENJEU
DU SALAIRE**

Bernard Friot

Ed. « LA DISPUTE »



**LES DROITES
EN FRANCE**

René RÉMOND
Il n'y a pas, en France,
une droite, mais trois :
droites légitimiste, orléaniste
et bonapartiste.

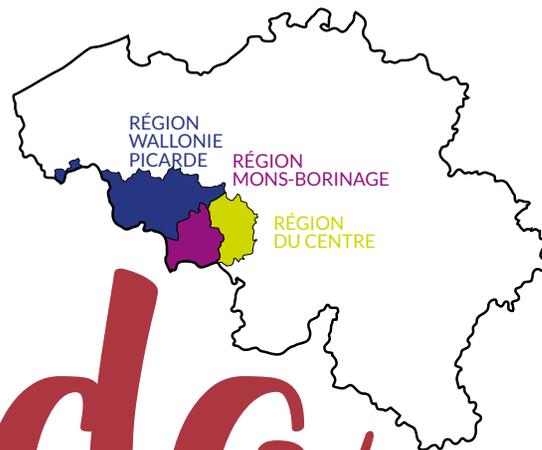
Ed. « AUBIER »



**LES NAUFRAGÉS
ET LES RESCAPÉS :**
Quarante ans après Auschwitz

« C'est arrivé et tout cela
peut arriver de nouveau :
c'est le noyau de ce que nous
avons à dire »

Ed. « GALIMARD »



Agenda

ATH - LA LOUVIERE - MOUSCRON - MONS - TOURNAI

RÉGION MONS - BORINAGE



« PRATIQUER LA PHILO ? »

QU'EST-CE QUE ÇA VEUT-DIRE ? AVEC QUI ? COMMENT ? POURQUOI ?

LE 12 OCTOBRE 17 à 19H



RÉGION MONS-BORINAGE

POUR TOUTS LES PUBLICS, DE TOUTS ÂGES ET DE TOUTES CONDITIONS, IL PARAÎT PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE DE CRÉER ET DE MAINTENIR DES ESPACES DE DIALOGUE ET DE RÉFLEXION. INFOS ET RÉSERVATION VIVEMENT SOUHAITÉE AU 065/31.90.14 DÈS QUE POSSIBLE

UNE INITIATIVE DU CAFÉ CITOYEN DE MONS, DE LA RÉGIONALE MONS-BORINAGE-CENTRE DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE ET DE PICARDIE LAÏQUE



TOUT PUBLIC 30 PERS MAX



MAISON DE QUARTIER « LES BAINS DOUCHES »
RUE DE MALPLAQUET, 12
7000 MONS

CAFE - CITOYEN



PHOTO@LESPETITSPLATON.COM

« LA GESTION DES DETTES DANS NOS SOCIÉTÉS »

AVEC MANUELLA SENECAUT, AVOCATE

RÉGION MONS-BORINAGE



LE 21 NOVEMBRE 17 à 19H

« NOUS VIVONS DANS UNE SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION OÙ LES TENTATIONS ET LES BESOINS PARFOIS FONDAMENTAUX PEUVENT NOUS CONDUIRE DANS DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT. QUELS SONT CES MÉCANISMES, COMMENT Y ARRIVE-T-ON ? COMMENT S'EN SORTIR ? »

INFOS AU 0497/622.865 OU BENTORREKENS@HOTMAIL.COM
UNE INITIATIVE DES AMIS DE LA LAÏCITÉ QUAREGNON-WASMUEL

TOUT PUBLIC



CAFE - CITOYEN

MAISON CULTURELLE,
355 RUE JULES DESTREÉ,
7390 QUAREGNON



PHOTO@BUSINESS.LESECHOS.FR

« IMMIGRATION ET VIEILLISSEMENT »

AVEC ISABELLE CAPIAUX, CHARGÉE DE PROJETS, D'ÉTUDES ET D'ANALYSES

RÉGION
MONS-BORINAGE



LE 30 SEPTEMBRE 17 à 15H

« LE MONDE DES MAISONS DE REPOS EST EN PLEIN CHANGEMENT. »
NOUS TENTERONS AU TRAVERS DU COURT MÉTRAGE « LE PETIT CAILLOU » D'OUVRIRE LES YEUX SUR LES DIFFÉRENCES CULTURELLES ET ENSUITE DE DÉBATTRE SUR L'ÉVOLUTION DE NOS ÉTABLISSEMENTS DE SOINS »

INFOS AU 0497/622.865 OU BENTORREKENS@HOTMAIL.COM
UNE INITIATIVE DES AMIS DE LA LAÏCITÉ QUAREGNON-WASMUEL

TOUT PUBLIC



HOME « L'ARBRE DE VIE » DU CPAS DE QUAREGNON
76 RUE DE PÂTURAGES
7390 QUAREGNON



CINÈ - DÉBAT

RÉGION DU CENTRE



« CINE DEBAT - LA FILLE DE BREST »

CINÉ-DÉBAT DES RÉSISTANCES : LA FILLE DE BREST D'EMMANUELLE BERCOT

LE 07 NOVEMBRE 17 à 20H

DANS SON HÔPITAL DE BREST, UNE PNEUMOLOGUE DÉCOUVRE UN LIEN DIRECT ENTRE DES MORTS SUSPECTES ET LA PRISE D'UN MÉDICAMENT COMMERCIALISÉ DEPUIS 30 ANS, LE MEDIATOR. DE L'ISOLEMENT DES DÉBUTS À L'EXPLOSION MÉDIATIQUE DE L'AFFAIRE, L'HISTOIRE INSPIRÉE DE LA VIE D'IRÈNE FRACHON EST UNE BATAILLE DE DAVID CONTRE GOLIATH POUR VOIR ENFIN TRIOMPHER LA VÉRITÉ. -INFOS AU 0497/ 46.34.93 - LA SALLE EST ACCESSIBLE AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE.

VOITURAGE GRATUIT POUR LES HABITANTS DE MORLANWELZ AU 064/ 44.23.26 (2 JRS AVANT LA SOIRÉE)
UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ

MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ
16A, PLACE ALBERT 1ER
7170 LA HESTRE



RÉGION
DU CENTRE



TOUT PUBLIC - 4,00 ART 27
UNE BOISSONS OFFERTE

CINÈ - DÉBAT

41

AUTOMNE 2017 / ECHOS DE PICARDIE

« CINE DEBAT - DEAR WHITE PEOPLE »

CINÉ-DÉBAT DES RÉSISTANCES : DEAR WHITE PEOPLE DE JUSTIN SIMIEN (VF)

RÉGION
DU CENTRE



LE 09 NOVEMBRE 17 à 20H

LE PRESTIGIEUX CAMPUS UNIVERSITAIRE DE WINCHESTER, EN PROIE AUX RIVALITÉS, AUX AMOURS ET AUX CRISES IDENTITAIRES, FAIT FACE À UNE NOUVELLE RÉVOLUTION. ANIMATRICE D'UNE ÉMISSION DE RADIO QUI SUSCITE LA POLÉMIQUE AU SEIN DE L'ÉCOLE, SAM WHITE DÉNONCE LES INJUSTICES.

VOITURAGE GRATUIT POUR LES HABITANTS DE MORLANWELZ AU 064/ 44.23.26 (2 JRS AVANT LA SOIRÉE)
UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ

TOUT PUBLIC - 4,00 ART 27
UNE BOISSONS OFFERTE



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ
16A, PLACE ALBERT 1ER
7170 LA HESTRE



CINÈ - DÉBAT

« CONCERT - JAM SESSION »

LE 17 NOVEMBRE 17 à 20H

« 15ÈME SOIRÉE JAZZ - JAM SESSION »
AVEC UNE PALETTE DE MUSICIENS QUE VOUS AVEZ PU ENTENDRE LORS DE NOS SOIRÉES ANNUELLES.

RÉSERVATIONS SOUHAITÉES AU 0478.39.27.96
INFOS AU 064/44.23.26 - 064/65.08.83 OU YVNICAISE41@GMAIL.COM
UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ

MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ
16A, PLACE ALBERT 1ER
7170 LA HESTRE



TOUT PUBLIC - 10,00 EUROS

FETE - EVENEMENT



« L'ALLOCATION UNIVERSELLE »

NOUVELLE SOLIDARITÉ OU NOUVELLE PRÉCARITÉ

RÉGION
DU CENTRE



03 OCTOBRE 17 à 19H

INTERVENANTS: MATEO ALALUF, DOCTEUR EN SCIENCES SOCIALES, PROFESSEUR À L'ULB ET PHILIPPE DEFEYT, ÉCONOMISTE, ANCIEN PRÉSIDENT DU CPAS DE NAMUR.

INFOS: 064/84 99 74 INFO@LAICITE-LALOUIERE.BE
UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE

TOUT PUBLIC



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE
RUE ARTHUR WAROCQUÉ, 124-126
7100 LA LOUVIÈRE



DÉBAT - CONFÉRENCE



« L'HISTOIRE AMOUREUSE DES BELGES »

INTERVENANT: DIDIER DILLEN AUTEUR DE L'HISTOIRE AMOUREUSE DES BELGES

LE 24 OCTOBRE 17 à 19H



RÉGION
DU CENTRE

COMMENT NOS ANCÊTRES SE FAISAIENT LA COUR, TOMBAIENT AMOUREUX, SE MARIAIENT ET S'ENVOYAIENT EN L'AIR ? DIDIER DILLEN NOUS PROPOSE UN PORTRAIT JUBILATOIRE, PARFOIS ÉMOUVANT, TOUJOURS INSTRUCTIF ET BIEN DOCUMENTÉ SUR LA DRAGUE, LES RITUELS DE LA RENCONTRE AMOUREUSE, LES COUTUMES ET LES CROYANCES COÛQUINES NOIRES-JAUNES-ROUGES DE JADIS AINSI QUE SUR QUELQUES-UNS DES PLUS GRANDS AMANTS QUE LE PAYS AIT COMPTÉS.

INFOS: 064/84 99 74 INFO@LAICITE-LALOUIERE.BE
UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE

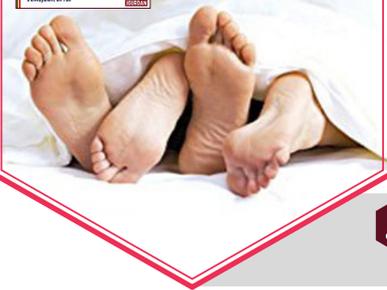


MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE
RUE ARTHUR WAROCQUÉ, 124-126
7100 LA LOUVIÈRE



TOUT PUBLIC

DÉBAT - CONFÉRENCE



« LETTRES À NOUR »

DE RACHID BENZINE

RÉGION
DU CENTRE



LE 23 NOVEMBRE 17 à 14H

ISLAMOLOGUE ET CHERCHEUR FRANCO-MAROCAIN, RACHID BENZINE FAIT PARTIE DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION D'INTELLECTUELS QUI PRÔNENT UN TRAVAIL CRITIQUE ET OUVERT SUR LE CORAN. SON TEXTE, LETTRES À NOUR, RACONTE SOUS FORME DE THÉÂTRE ÉPISTOLAIRE, LES ÉCHANGES ENTRE UN PÈRE, INTELLECTUEL MUSULMAN PRATIQUANT, VIVANT SA RELIGION COMME UN MESSAGE DE PAIX ET D'AMOUR, ET SA FILLE, PARTIE EN IRAK REJOINDRE L'HOMME QU'ELLE A ÉPOUSÉ EN SECRET ET QUI EST UN LIEUTENANT DE DAESH.

INFOS: 064/21 51 21 - ALINE.BAUDOUIN@CCRC.BE - RÉSERVATION INDISPENSABLE
UNE INITIATIVE DE DELPHINE PERAYA ET RACHID BENBOUCHTA

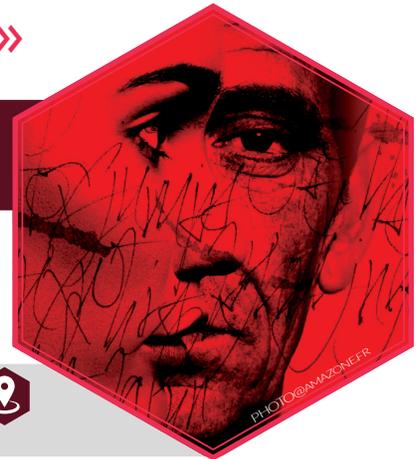
TOUT PUBLIC



LE THÉÂTRE
PLACE COMMUNALE, 22
7100 LA LOUVIÈRE



DÉBAT - CONFÉRENCE



« LES COMBATS SOCIALISTES »

DANS L'IMAGERIE POPULAIRE (1885-1940)

LE 24 NOVEMBRE 17 à 19H30



RÉGION
DU CENTRE

PAR ERIC VAN DEN ABEEL, CONSEILLER AUX AFFAIRES ÉCONOMIQUES À LA REPRÉSENTATION PERMANENTE BELGE AUPRÈS DE L'UE, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DE MONS-HAINAUT.

INFOS AU 064/44.23.26 - 064/65.08.83 OU YVNICAISE41@GMAIL.COM
UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ
16A, PLACE ALBERT 1ER
7170 LA HESTRE



TOUT PUBLIC

DÉBAT - CONFÉRENCE



« LE PAGANISME DANS LES CATHÉDRALES »

DE JULES BOULARD, ÉCRIVAIN ET CONFÉRENCIER

RÉGION DU CENTRE



27 NOVEMBRE 17 à 17H

« LE MONDE DES MAISONS DE REPOS EST EN PLEIN CHANGEMENT. »
 NOUS TENTERONS AU TRAVERS DU COURT MÉTRAGE « LE PETIT CAILLOU » D'OUVRIR LES YEUX SUR LES DIFFÉRENCES CULTURELLES ET ENSUITE DE DÉBATTRE SUR L'ÉVOLUTION DE NOS ÉTABLISSEMENTS DE SOINS »

P.A.F : 2 € - GRATUIT POUR LES MEMBRES DE LA ML DE SENEFFE
 UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE SENEFFE

TOUT PUBLIC



ROTONDE CENTRE DE L'EAU
 8, RUE DU CANAL
 7180 SENEFFE



DÉBAT - CONFÉRENCE



« FAKE NEWS, HOAX, RUMEURS »

QUELLES DIFFÉRENCES? COMMENT LIMITER LEURS IMPACTS?

LE 28 NOVEMBRE 17 à 19H

RÉGION DU CENTRE



DEPUIS L'ACCESSION AU POUVOIR PRÉSIDENTIEL AMÉRICAIN DE DONALD TRUMP, « FAKE NEWS » EST LA NOUVELLE EXPRESSION QUI FAIT LA UNE DES MÉDIAS. LES ARTICLES ABONDENT POUR DÉNONCER CE QUE L'ON POURRAIT DÉFINIR COMME DES FAUSSES NOUVELLES PRÉSENTÉES COMME VRAIES PAR LEURS INSTIGATEURS ET QUI ONT UN IMPACT SUR LA MANIÈRE DONT LE PUBLIC PEUT ÉVALUER UNE SITUATION OU LA PERTINENCE D'UNE DÉCISION.

INTERVENANTE : AURORE VAN DE WINKEL, DOCTEURE EN INFORMATION ET COMMUNICATION,

INFOS: 064/84 99 74 INFO@LAICITE-LALOUVIERE.BE
 UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE
 RUE ARTHUR WAROCQUÉ, 124-126
 7100 LA LOUVIÈRE



TOUT PUBLIC

DÉBAT - CONFÉRENCE

43

AUTOMNE 2017 / ECHOS DE PICARDIE

« EXPOSITION BRASSENS »

RÉGION DU CENTRE



DU 05 AU 11 OCTOBRE 17

HUIT PANNEAUX ILLUSTRÉS PAR DES PHOTOS, DES EXTRAITS DE CHANSONS, DES TÉMOIGNAGES, DES MANUSCRITS. TITRES : DE SÈTE À PARIS, L'AMITIÉ, L'AMOUR, LE DROIT À LA DIFFÉRENCE, LE SCEPTICISME, LA MORT, LA GUERRE, LES MOTS DES AUTRES.
 HORAIRE : DE 9 À 17H SAUF W-E.

INFOS AU 064/44.23.26 - 064/65.08.83 OU YVNICAISE41@GMAIL.COM
 UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ

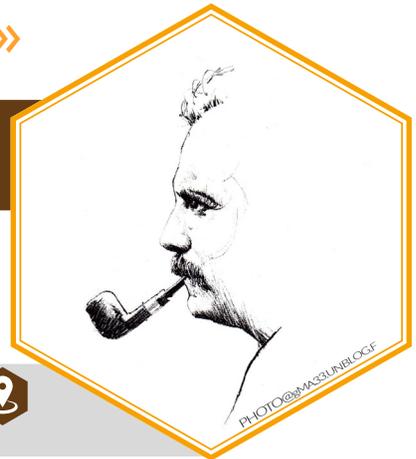
TOUT PUBLIC



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ
 16A, PLACE ALBERT 1ER
 7170 LA HESTRE



EXPOSITION - VERNISSAGE



« LA COM' POLITIQUE D'AUTREFOIS »

ESSAI DE DÉCODAGE DES MESSAGES

DU 22 AU 28 NOVEMBRE 17

RÉGION DU CENTRE



EXPOSITION RÉALISÉE PAR « PRÉSENCE ET ACTION CULTURELLE (PAC) »
 HORAIRE : DE 9 À 17H SAUF W-E.

INFOS AU 064/44.23.26 - 064/65.08.83 OU YVNICAISE41@GMAIL.COM
 UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ
 16A, PLACE ALBERT 1ER
 7170 LA HESTRE



TOUT PUBLIC

EXPOSITION - VERNISSAGE



« JOURNEE D'ETUDE »

PHÉNOMÈNES DE RADICALISATION ET DE DÉONTOLOGIE

RÉGION DU CENTRE



26 OCTOBRE 17 DE 09H à 16H

QUELS IMPACTS SUR LA PRATIQUE DES INTERVENANTS DE 1ÈRE LIGNE ?
PRIX : 25 € (LUNCH COMPRIS) – 15€ POUR LES ÉTUDIANTS

UNE INITIATIVE DU SERVICE DE SANTÉ MENTALE DE MONTIGNIES-SUR-SAMBRE – ASBL RMPAC
INFOS ET MODALITÉS D'INSCRIPTION AU 071/10.86.10

TOUT PUBLIC



MAISON POUR ASSOCIATIONS
80, ROUTE DE MONS
6030 MARCHIENNE-AU-PONT



JOURNEE-ETUDE

« SOIREE BRASSENS »

AVEC PATRICIA BEUDIN ET JEAN-PIERRE SCHOTTE À L'ACCORDÉON

LE 06 OCTOBRE 17 à 19H30



RÉGION DU CENTRE

« BRASSENS : AUPRÈS DE CES MOTS » AVEC PATRICIA BEUDIN, ANIMATRICE DE LA PROVINCE DE HAINAUT, QUI VOUS CONTERA LE PARCOURS DU CHALEUREUX POÈTE CHANTEUR. ELLE ÉMAILLERA SES PROPOS D'EXTRAITS DE TEXTES ET CHANSONS DE « TONTON GEORGES ». ELLE SERA ACCOMPAGNÉE PAR JEAN-PIERRE SCHOTTE À L'ACCORDÉON.
INFOS AU 064/44.23.26 – 064/65.08.83 OU YVNICAISE41@GMAIL.COM
UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE MORLANWELZ
16A, PLACE ALBERT 1ER
7170 LA HESTRE



TOUT PUBLIC – 3,00 ART 27

FETE-EVENEMENT



« ANIMATIONS À LA DEMANDE »

RÉGION DU CENTRE



DU 07 SEPT AU 15 JUIN 18

LA SCIENCE, ÇA N'A JAMAIS ÉTÉ VOTRE GRAND AMOUR ? VENEZ VOUS RÉCONCILIER AVEC ELLE EN REDÉCOUVRANT LA DÉMARCHE SCIENTIFIQUE D'UNE MANIÈRE LUDIQUE. OBSERVEZ, TESTEZ, EXPÉRIMENTEZ ET TRAVAILLEZ EN ÉQUIPE POUR ENRICHIR VOS SAVOIRS. UNE FOIS LE PHÉNOMÈNE MIS EN LUMIÈRE, NOUS UTILISERONS CELUI-CI POUR CRÉER DES ŒUVRES D'ART !
PRIX D'ENTRÉE: 2.5 EUR/PARTICIPANT + FRAIS DE DÉPLACEMENT EN DEHORS DE LA LOUVIÈRE (0.35 EUR/KM)
INFOS: 064/84 99 74 – HANNEUSE@LAICITE-LALOUVIERE.BE
UNE INITIATIVE DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE

GROUPES D'ADULTES EN FORMATION



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE
RUE ARTHUR WAROCOÛÉ, 124-126
7100 LA LOUVIÈRE



ATELIER - FORMATION

« COMMEDIA »

GROUPES D'ADULTES ET DE JEUNES À PARTIR DE LA 6ÈME PRIMAIRE

LE 17 OCT AU 30 NOV 17



RÉGION DU CENTRE

UNE JOURNÉE DURANT LAQUELLE LES PARTICIPANTS SERONT AMENÉS À SE METTRE DANS LA PEAU D'UNE ÉQUIPE DE JOURNALISTES WEB AFIN DE SE FAMILIARISER AVEC LES OUTILS DES PROFESSIONNELS, ABORDER LA SUBJECTIVITÉ DE L'IMAGE ET DU SON ET PRODUIRE UN JOURNAL D'INFO EN LIGNE EN UTILISANT PLUSIEURS MÉDIAS (TEXTE, PHOTO ET VIDÉO).
INFOS: 064/84 99 74 INFO@LAICITE-LALOUVIERE.BE – HORAIRE: L-V 09H00 > 15H00
À L'INITIATIVE DE MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE –
LATITUDE JEUNES DU CENTRE – CHARLEROI ET SOIGNIES ET L'INFO J DU CENTRE INDIGO
AVEC LE SOUTIEN D'HAINAUT CULTURE TOURISME – SECTEUR AUDIOVISUEL



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE LA LOUVIÈRE
RUE ARTHUR WAROCOÛÉ, 124-126
7100 LA LOUVIÈRE



TOUT PUBLIC – 4,00 EURO
(GRATUIT POUR LES ACCOMPAGNATEURS)

ATELIER - FORMATION



« VIVRE EN EXISTANT, MOURIR EN CHOISSISSANT »

AVEC MADAME MYRIAM WAUTERS, DÉLÉGUÉE DE L'A.D.M.D.

RÉGION WALLONIE PICARDE



LE 06 OCTOBRE 17 à 19H30

ENTRÉE GRATUITE (SOUPER « FROMAGES, BAGUETTES » AU PRIX DE 5 EUROS).

INFOS ET INSCRIPTIONS AU 069 /577 946 OU 0479 45 76 21
OU FERNANDE.DULIEU@GMAIL.COM , AVANT LE 3 OCTOBRE.
UNE INITIATIVE DU CENTRE LAÏQUE FRANCISCO FERRER

TOUT PUBLIC



SALLE COMMUNALE « LA GRANGE »,
14 RUE DE LA HUNELLE,
7970 BELOEIL

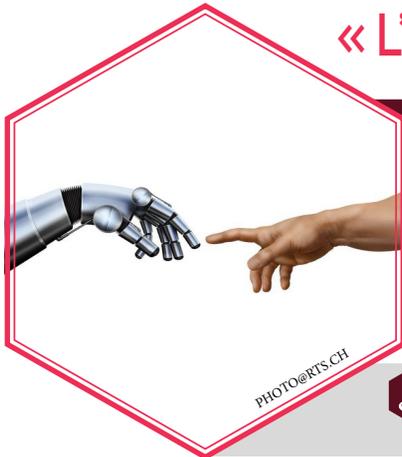


PHOTO@BIOKALAUZHU

DÉBAT - CONFÉRENCE

« L'HOMME AUGMENTÉ : VOUS AVEZ DIT HUMAIN ? »

DE L'HUMANISME AU TRANSHUMANISME AVEC MONSIEUR CHARLES SUSANNE.



PHOTO@RTS.CH

LE 15 DECEMBRE 17 à 19H30

ENTRÉE GRATUITE (SOUPER « FROMAGES, BAGUETTES » AU PRIX DE 5 EUROS).

INFOS ET INSCRIPTIONS AU 069 /577 946 OU 0479 45 76 21
OU FERNANDE.DULIEU@GMAIL.COM , AVANT LE 3 OCTOBRE.
UNE INITIATIVE DU CENTRE LAÏQUE FRANCISCO FERRER



RÉGION WALLONIE PICARDE



CENTRE CULTUREL
20 RUE JOSEPH WAUTERS
7972 QUEVAUCAMPS.



TOUT PUBLIC

DÉBAT - CONFÉRENCE

45

AUTOMNE 2017 / ECHOS DE PICARDIE

« LES COOPÉRATIVES »

UNE FORMULE PASSÉE PLEINE D'AVENIR?

RÉGION WALLONIE PICARDE



LE 18 OCTOBRE 17 à 20H

UNE INITIATIVE DU CENTRE LAÏQUE ENGHIEU-SILLY - WWW.LAICITEENGHIESILLY.BE
RÉSERVATIONS SOUHAITÉES AU 02/395.36.38 OU RSPIELMANN@SKYNET.BE

TOUT PUBLIC
ENTRÉE 5,00 EURO



MAISON JONATHAS CENTRE CULTUREL
7, RUE MONTGOMERY
7850 ENGHIEU



CAFÉ - CONFÉRENCE

« S'ESTIMER POUR MIEUX GRANDIR »

PAR BRUNO HUMBEEK, PSYCHOPÉDAGOGUE ET DOCTEUR EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION



PHOTO@BRUNO HUMBEEK

LE 7 NOVEMBRE 17 à 20H

UN MODE D'EMPLOI PRATIQUE POUR COMPRENDRE COMMENT NOS ENFANTS PEUVENT APPRENDRE À SE CONNAÎTRE ET À SE CONSTRUIRE UNE IMAGE POSITIVE D'EUX-MÊMES POUR S'AIMER.

UNE INITIATIVE DU CENTRE LAÏQUE ENGHIEU-SILLY - WWW.LAICITEENGHIESILLY.BE
RÉSERVATIONS SOUHAITÉES AU 02/395.36.38 OU RSPIELMANN@SKYNET.BE



RÉGION WALLONIE PICARDE



MAISON JONATHAS CENTRE CULTUREL
7, RUE MONTGOMERY
7850 ENGHIEU



TOUT PUBLIC
ENTRÉE 5,00 EURO

CAFÉ - CONFÉRENCE

« CINÉ DEBAT - UNE IDÉE FOLLE »

UN FILM DE JUDITH GRUMBACH

RÉGION WALLONIE PICARDE



LE 11 OCTOBRE 17 à 19H30

POSE LA QUESTION DU RÔLE DE L'ÉCOLE AU XXIÈME SIÈCLE, À TRAVERS LE TÉMOIGNAGE D'ENSEIGNANTS, D'ENFANTS, DE PARENTS AINSI QUE D'EXPERTS DE L'ÉDUCATION.

LA PROJECTION SERA PROLONGÉE PAR UNE DISCUSSION EN PRÉSENCE D'ACTEURS DE TERRAIN. UNE INITIATIVE DE LA SECTION RÉGIONALE DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE ASBL - RÉGIONALE DU HAINAUT OCCIDENTAL. INFOS AU 069/84.72.03 OU LEEP.TOURNAI@GMAIL.COM

TOUT PUBLIC
3,00 OU 5,00 EURO



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE TOURNAI
RUE DES CLAIRISSES 13
7500 TOURNAI



CINÉ - DÉBAT

« EXPO - DROITS DANS LES YEUX »

EXPOSITION PROPOSÉE PAR AMNESTY INTERNATIONAL



DU 07 AU 20 OCTOBRE 17



RÉGION WALLONIE PICARDE

EXPOSITION DE PHOTOS PRIMÉES DE PROFESSIONNELS MAIS AUSSI DE JEUNES QUI ONT PARTICIPÉ AU CONCOURS ORGANISÉ PAR AMNESTY INTERNATIONAL. L'EXPOSITION SERA VISIBLE DURANT LA SEMAINE PENDANT LES HEURES DE BUREAU DE 9H À 12H ET DE 14H À 18H, AINSI QUE LES W-E. DE 10H À 12H ET DE 14H À 16H. LE VERNISSAGE EST PRÉVU LE SAMEDI 7 OCTOBRE À 11 HEURES

UNE INITIATIVE DU CENTRE LAÏQUE FRANCISCO FERRER EN PARTENARIAT AVEC LE FOYER CULTUREL
INFOS ET MODALITÉS D'INSCRIPTION FOYERCULTUREL.BELOEIL@SKYNET.BE



CENTRE CULTUREL
20 RUE JOSEPH WAUTERS
7972 QUEVAUCAMPS.



TOUT PUBLIC

EXPOSITION - VERNISSAGE

« L'ATELIER D'ÉCRITURE »

CET ATELIER EST ANIMÉ PAR DOROTHÉE FOUREZ.

RÉGION WALLONIE PICARDE



A PARTIR DU 21 SEPT 17

L'ATELIER D'ÉCRITURE EST UN ESPACE POUR CRIER, RÂLER, SE FAIRE ENTENDRE, TÉMOIGNER, PARTAGER, CRITIQUER, TÉMOIGNER SA SOLIDARITÉ, ÊTRE ACTIFS. TOUS LES TROISIÈMES JEUDIS DU MOIS DE 14H À 16H, À SAVOIR LE 21 SEPTEMBRE, LE 19 OCTOBRE ET LE 16 NOVEMBRE. IL NE NÉCESSITE AUCUN PRÉREQUIS.

UNE INITIATIVE DE LA SECTION RÉGIONALE DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE ASBL - RÉGIONALE DU HAINAUT OCCIDENTAL.
INFOS AU 069/84.72.03 OU LEEP.TOURNAI@GMAIL.COM

TOUT PUBLIC



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE TOURNAI
RUE DES CLAIRISSES 13
7500 TOURNAI



ATELIER - FORMATION

« WEEK-END DÉLIANCE »

LE 18 ET LE 19 NOV 17



RÉGION WALLONIE PICARDE



LA DÉLIANCE CRÉATIVE EST UNE POSSIBILITÉ DE DÉFAIRE PEU À PEU LES NŒUDS QUI NOUS EMPÊCHENT D'ACCÉDER À NOTRE CRÉATIVITÉ (ET PAR ESSENCE MÊME À NOUS-MÊMES). C'EST UN ESPACE, UN MOMENT POUR PRENDRE SOIN DE SOI, AVEC SIMPLICITÉ, JOIE ET LÉGÈRETÉ. POUR Y PARTICIPER, AUCUN PRÉREQUIS N'EST NÉCESSAIRE. IL S'ARTICULE AUTOUR DES OUTILS DE LA DANSE, DU THÉÂTRE ET DE L'ÉCRITURE.

UNE INITIATIVE DE LA SECTION RÉGIONALE DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE ASBL - RÉGIONALE DU HAINAUT OCCIDENTAL.
INFOS AU 069/84.72.03 OU LEEP.TOURNAI@GMAIL.COM



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE TOURNAI
RUE DES CLAIRISSES 13
7500 TOURNAI



TOUT PUBLIC

ATELIER - FORMATION



PÉTITION

OUI à un accompagnement des femmes qui subissent une fausse-couche.
NON à un statut de personne pour le fœtus.
Préservons le droit à l'avortement en Belgique!

Une loi qui permet d'enregistrer un fœtus comme « enfant mort-né » à l'état civil est en préparation en commission de la Justice de la Chambre des représentants.

L'objectif annoncé est d'accompagner le « deuil » des personnes qui ont subi une fausse-couche. En réalité, le texte proposé n'offre rien de tel. Par contre, donner la personnalité civile au fœtus risque de remettre en cause la loi qui dépénalise partiellement l'avortement ; tout avortement au-delà du seuil toléré, pour raison médicale par exemple, pourra être considéré comme un homicide.

- Si vous pensez qu'il faut à tout prix préserver le droit à l'avortement en Belgique
- Si vous soutenez la liberté de choisir la façon de « faire son deuil » d'une fausse-couche sans en référer à une loi
- Si vous estimez que les libertés individuelles priment les mesures idéologiques
- Si vous considérez qu'il y a lieu de dépénaliser l'avortement

Signez aujourd'hui cette pétition.

<https://secure.avaaz.org/fr/petition/>

Monsieur_le_Premier_Ministre_Non_a_un_statut_de_personne_pour_le_foetus/

EN BELGIQUE, L'AVORTEMENT N'EST TOUJOURS
PAS PLEINEMENT DÉPÉNALISÉ.

ON ATTEND QUOI? MA MÉNOPAUSE?

L'IVG est un droit,
pas un délit.

#AvantMaMénopause